AL 234 - DECEMBRE 2000

Joyeux Noël !

FABLE

La légende de Noël

Jocelyne Bézecourt

LA FÊTE DU PRINTEMPS

Rendez-vous le 24 mars...

Alternative Libertaire

SOMMET DE L'UNION EUROPENNE

LE 6 DÉCEMBRE À NICE

Reprendre l'offensive - AL

NICE 2000

Il n'y a pas de capitalisme à visage humain

No Pasaran

BRUXELLES

AlterÉcho sur Radio Campus

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Bush-ou-Gore a gagné - Michal Moore

PAROLES DE FEMMES

Comment nous en venons à avorter

Christine Delphy

TRAVAIL

À propos de quelques suicides - Cécily Falla

MONARCHIE BELGE

Fêter le Roi ? - Cercle Républicain

DROIT D'ASILE

Parquer avant d'expulser - CRAPCE

L'ESSENTIEL

Libération humaine et religions

André Montjardet

MOUVEMENT LIBERTAIRE

Toutes et tous, ensemble !

Jean-Marc Raynaud & Babar

LA BROCHURE

Le religion

c'est l'opium du peuple

Groupe Bakounine de la FA

Abonnement AL format PDF , Chaque mois dan,s votre mail box 1 ans (11n°) 20€ - soutien 25€ & plus !!

FABLE

L'arnaque de Noël

Comment la religion chrétienne s'est construite sur un amoncellement de légendes.

Malheureusement pour les deux milliards de chrétiens, en admettant poliment qu'un enfant ait pu naître, le *Nouveau Testament* ne dit rien ni sur la date du 25 décembre ni sur la présence d'un âne et d'un bœuf. De même, les rois mages n'avaient quant à eux rien de royal et leur bonne étoile n'est qu'un ajout de plus à la *légende de Noël* sans aucune réalité physique. Examen en détail de chacun de ces points...

- La date. La religion chrétienne ne s'est pas diffusée dans un milieu vide de toute pratique mystique, mais a d'abord côtoyé un foisonnement de sectes diverses dans le pourtour méditerranéen. Parmi celles-ci, le *culte de Mithra* bénéficiait d'une forte popularité dans l'empire romain. D'origine iranienne, Mithra est une divinité solaire qui naît le 25 décembre dans une grotte. Les adorateurs de Jésus, en proie à la compétition des mythes, ont alors copié cette date pour faire échec à la concurrence, la célébration de sa date de naissance ayant lieu auparavant au printemps. C'est ainsi que la date du 25 décembre n'apparaît qu'au quatrième siècle dans la mythologie chrétienne.

- La crèche, les anges, l'âne et le bœuf... Seule l'évan-gile de Luc (2,7) stipule que la naissance de JC eut lieu dans une crèche. Elle est la seule aussi à indiquer la venue de *messagers célestes*. Les trois autres versions de la vie de JC par Mathieu, Marc et Jean font preuve d'un inquiétant silence pour les gardiens de la foi. On ne trouve trace de l'âne et du bœuf que dans les évangiles apocryphes. Ces textes ont été écrits eux aussi dans les premiers siècles de la chrétienté et furent déclarés faux par les évêques du fait de la grande confusion qu'ils entraînent, dans une tentative de description de la vie de JC en particulier. Les deux animaux apparaissent dans l'évangile du pseudo

Mathieu (14). Il semble que la tradition de l'adoration de la crèche par les chrétiens soit une invention de St-François-d'Assise au 13ème siècle.

- Les trois rois mages. La mention de mages venus d'Orient n'apparaît, ici encore, que dans une seule des quatre évangiles, celle de Mathieu (2,1-16) alors que Luc ne parle que de quelques bergers venus rendre visite au gamin. À aucun moment l'évangile de Mathieu ne les identifie comme des *rois* et n'indique jamais leur nombre. Les affubler du titre de *roi* et les compter au nombre de *trois* ne sont que deux inventions supplémentaires. Et les noms qu'ils reçoivent actuellement sont apparus au huitième siècle... Si les évangiles canoniques donnent peu de renseignements à leur sujet, les évangiles apocryphes sont plus bavardes. On y apprend, en particulier, que celle du pseudo Mathieu les fait venir visiter JC deux ans après sa naissance (16,1), un détail soigneusement oublié par l'iconographie chrétienne.

- L'étoile. Les mages, à identifier probablement comme des astrologues, ont été guidés dans leur voyage, selon Mathieu, par une étoile qui les mena jusqu'au lieu de naissance. Mais l'astre se caractérise par un mouvement fantasque puisqu'il s'arrête au dessus du lieu de naissance qui est, d'après Mathieu, une maison et, selon Luc, une crèche... De nombreux efforts ont été déployés pour faire correspondre l'étoile à un phénomène astronomique soit inattendu (passage d'une comète, explosion d'une étoile en supernova), soit prédictible (rapprochement de deux planètes simulant un objet unique extrêmement brillant). Ces tentatives ne peuvent qu'être vouées à l'échec, les informations sur l'événement (date, lieu, orientation) sont pauvres et incohérentes et lui interdisent toute réalité historique.

La tradition du 25 décembre n'est donc qu'un amas de forfaitures dans un édifice assurant sa pérennité par l'invention et le mensonge.

Jocelyn Bézecourt
bezecour@astro.rug.nl

À lire

- *La Bible revisitée*, Paul-Éric Blanrue, Les Cahiers Zététiques, numéro

7, été 1996.
- *Le Christiannisme sans Jésus*, Guy Fau, 1995.
- *Écrits apocryphes chrétiens*, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1997.

AVEC MARC LELANGUE ET LES BUTTNAKED

Fête du printemps

À l'occasion du 25ème anniversaire de l'imprimerie 22-Mars...

Nous avons le bonheur de vous inviter
à une journée de débats et de musique...

le samedi 24 mars 2001
au café *Le Grain d'Orge*

(142 chaussée de Wavre à 1050 Ixelles)

- À 16 heures : rencontre *questions et réponses* à toutes les interrogations qui vous taraudent sur l'évolution de la presse libertaire en Belgique.
Présentation des projets du *Magazine Libertaire* trimestriel et du nouvel *Alternative Libertaire*.
Cris de joie et mur des lamentations sur le sens de la vie et l'évolution de celle de chacun.

- À 21 heures (l'heure des plaisirs) : un concert de blues avec **Marc Lelangue** (une valeur confirmée) et la jeunesse créative des **Buttnaked**.

Et si vous insistez vraiment, après en avoir pris plein les oreilles, il devrait être possible de pouvoir danser... jusqu'au bout de la nuit!

MONDIALISATION CAPITALISTE

Reprendre l'offensive

À Nice le 6 décembre

Aujourd'hui, quelque trois cents personnes possèdent, à elles seules, plus que les revenus de la moitié de la population mondiale. Économiquement, trois cents privilégiés pèsent plus lourds que plus de trois milliards d'individus !

Derrière ces "rois de la finance", quelques dizaines de milliers de *deuxièmes couteaux* de la course au fric ont des revenus mensuels tels, que pour eux, le montant d'un minimex ou d'un RMI s'apparente à un peu moins qu'une cacahuète. Tout en bas de l'échelle sociale, plusieurs milliards de femmes et d'hommes ne disposent, pour survivre, que de moins d'un dollar par jour !

L'enrichissement prodigieux d'une frange toujours plus étroite de la population s'est bien évidemment fait au détriment de la quasi totalité des habitants de la Terre et, l'on a pu voir au cours des dernières décennies, combien était lourd le tribut à payer.

Cette course au profit maximum et immédiat (le fameux *return* de 15 % par an) a provoqué des effets catastrophiques dont nous sommes les témoins...

- Pillage et marchandisation de la vie et des matières premières de la planète sans considération pour les générations futures (air, eau, énergie, ogm, vaches follesY), explosion de toutes les formes de pollution (urbaines, marées noire ou chimiqueY).

- Liquidation des avancées arrachées par les luttes sociales des générations précédentes en matière de conditions de travail : limitation

des droits de grève et d'organisation syndicale, baisse généralisée des salaires, précarité pour ceux qui ne vivent que de leur travail, augmentation spectaculaire de la pauvreté, généralisation dans les pays industrialisés des "revenus de survie" (RMI, minimexY), émergence d'une véritable couche sociale de "sans" : sans-travail, sans-logement, sans-ressource, sans-papiersY

- Privatisation et organisation d'un système à deux vitesses (*l'apartheid social*) pour les services à la collectivité soumis aux lois du marché : la santé (indigence des salaires des personnels et des infrastructures publics, diminution sensible de l'espérance de vie dans les pays les plus pauvresY), les retraites (suppression progressive de la solidarité par répartition, création de fonds de pension liés à la rentabilité des entreprises), les transports, l'éducation, la culture...

- Renforcement des politiques étatiques de contrôle social sur les classes dangereuses (justice expéditive, criminalisation des oppositions, fichage, écoutes, vidéo-surveillanceY) et du règlement autoritaire des conflits internationaux par des guerres localisées menées sous la coupe de la dernière super-puissance, les USA.

Cette mise en coupe réglée de la planète et de ses habitants n'aurait pu être menée à bien, à une telle échelle, sans la mise en place d'un double dispositif complexe

- la création, à moyen terme, de nouveaux blocs étatiques continentaux (ALENA, Union Européenne...)

- la gestion du processus, au quotidien, par des organisations technocratiques internationales (FMI, Banque Mondiale, OMCY).

Au niveau médiatique, cette nouvelle course sauvage au maximum de profit immédiat a été nommée *mondialisation*. Mais, sous ce masque *new-look* se cache en fait la réalité d'un système économique bien plus ancien : le capitalisme !

C'est dans ce contexte qu'au début mois de décembre, à Nice, le Conseil des chefs d'État de l'Union Européenne doit entériner la signature d'une "Charte européenne des droits sociaux fondamentaux".

Charte de la régression sociale aurait sans doute été un titre plus approprié...

Face à cela, certains syndicalistes (CES) et/ou militants *anti-mondialisation*, nostalgiques des mirages d'un État-providence, iront à Nice, pour quémander du super-État européen qu'il distribue quelques miettes supplémentaires ou pour solliciter, dans l'ordre et en délégation, du cannibalisme capitaliste qu'il limite ses appétits planétaires.

Pour leur part, les libertaires iront à Nice le 6 décembre, mais pas pour demander de nouvelles réformes qui n'auraient, comme seule ambition, que de mettre un peu de rose ou de vert dans les choix de la *World Compagny* capitaliste. Les libertaires iront à Nice pour s'opposer radicalement à son existence même.

Les libertaires seront là, non pour obtenir quelques virgules de plus ou de moins dans cette charte anti-sociale, mais pour la refuser purement et simplement, en s'opposant, par l'**action directe non-violente**, à la tenue même de cette réunion.

Les libertaires iront à Nice parce qu'ils/ elles veulent construire un monde basé sur l'égalité économique et sociale, sur la solidarité, la fraternité et l'internationalisme.

Tou(te)s à Nice, les 6-7-8 décembre !

Manifestons le 6 décembre à 14h.

Bloquons le Sommet le 7 décembre à l'aube.

Babar
Alternative Libertaire
Fédération Anarchiste

EN TRAINS GRATUITS !

Il n'y a pas de capitalisme à visage humain !

Après Millau, Prague, c'est à Nice que nous nous rendrons pour faire entendre nos voix contre les politiques capitalistes hexagonales de la gauche plurielle ! Le *Réseau No Pasaran* avec d'autres associations (des groupes d'AC !, le Collectif libertaire de Nice, la Caravane anticapitaliste...) défendront la gratuité et la liberté de voyager pour toutes et tous.

Travail obligatoire et droits aléatoires : ya basta !

L'Union européenne au travers des *Grandes orientations de politique économique* (GOPE) poursuit les déréglementations, la destruction des protections sociales et des services publics, entraînant la précarisation des statuts et des revenus. Dans l'hexagone, l'offensive du patronat (PARE) appuyé par des syndicats jaunes envers l'assurance chômage s'inscrit parfaitement dans les mesures européennes. Pour un revenu garanti et la gratuité des services sociaux, sans condition d'âge ni de nationalité. Afin de conquérir le droit à une existence autonome, pouvoir choisir son activité, questionner sa finalité et développer librement ses choix de vie, il faut déconnecter les conditions d'existence de l'emploi. Il y a un enjeu majeur à renverser la flexibilité subie par les travailleurs-ses (en activité ou non) pour se réapproprier et partager les richesses produites sur le terreau de la précarité. C'est également remettre le travail à la place qu'il aurait toujours dû garder : une activité parmi d'autres, déterminée par les besoins individuels et collectifs et non par les lois des marchands. Nous ne perdrons plus notre vie à la gagner !

Liberté de circulation et d'installation !

Si l'apartheid social prend forme à l'intérieur de l'Union européenne, ses dirigeants organisent également la soumission des zones périphériques. Que ce soit à l'Est ou au Sud, leur stratégie est de tirer le meilleur parti des richesses locales et d'y exploiter au mieux la main-d'œuvre. Les conséquences sur les populations sont désastreuses et des millions de personnes sont poussées à l'exil. Ainsi, dans le cadre des accords de Shengen sur la coopération judiciaire et policière au niveau européen, l'Europe s'est dotée d'un arsenal répressif reprenant les grands axes des lois xénophobes de chaque État. Les drames humains qui se déroulent quotidiennement dans le détroit de Gibraltar ou la tragédie de Douvres (52 morts) ne sont ni plus ni moins que le résultat d'une politique globale de domination et de pillage calculée sur le taux de rentabilité. La crapule financière a atteint des sommets de cynisme et d'arrogance. Il n'y aura de véritable partage des richesses que le jour de la fermeture du dernier centre de rétention et de l'arrêt du contrôle des flux migratoires. Il n'existera de Liberté en acte que lorsque ce seront les marchandises bourrées d'OGM qui circulent librement que l'on jettera à la mer pendant que les collègues d'où qu'ils viennent iront où bon leur semble.

À l'occasion de la mobilisation de Nice, des milliers de personnes convergeront sur la ville, notamment des ressortissants italiens, suisses, allemands, etc. L'État français a déjà réalisé le blocage des contestataires en rétablissant ses frontières à l'intérieur de l'UE (27 mars 99 - 1000 flics à Vintimmille). C'est par la pression et le rapport de force que nous établirons ensemble qu'il nous appartiendra de briser ces murs de la honte.

Pour une Europe des peuples libres et solidaires !

Que ce soit au travers des États ou des régions économiquement compétitives créées par la construction européenne, les découpages de

populations ne correspondent à aucune réalité culturelle, identitaire et démocratique. La marchandisation des rapports sociaux s'appuie sur l'uniformisation des modes de vie pour pouvoir développer la consommation de masse. Si nous voulons que les identités multiples (bretonne, basque, catalane, occitane, galloise, etc.) qui existent au niveau européen se vivent dans l'échange, le métissage et l'interculturalité, il faut être capable de leur rendre tout leur espace. C'est aussi satisfaire des exigences populaires de démocratie de proximité vers la démocratie directe. De même, la mise en place d'un fédéralisme faisant jouer la solidarité entre les peuples peut se vivre comme une perspective d'émancipation politique et sociale. Dans ce cadre, nous exigeons la libération immédiate des militant-es emprisonné-es pour fait de résistance.

Tout comme l'ont démontré les Indiens du Chiapas ou les Sans-Terre du Brésil, prendre ses affaires en main, tout comme la reconquête du pouvoir par les populations, est lié à la réappropriation d'une histoire et d'une culture collective.

Chacune et chacun d'entre nous fait partie de l'offensive qui décidera de l'issue de la globalisation capitaliste.

Œuvrer à l'élaboration de projets antagonistes et sans frontière, tel est le sens de nos engagements locaux et de notre présence ensemble au niveau international.

Réseau No Pasaran
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

ÉMISSION DE RADIO

AlterÉcho

Toutes les semaines, l'actualité de l'actualité.

- Chaque semaine, *AlterÉcho* tente de porter un regard différent sur l'actualité, et surtout sur la façon dont les médias l'ont (mal)traitée. *AlterÉcho* est une émission de commentaires, de critique et d'actualité des médias, et d'information alternative.

- AlterÉcho, c'est tous les mercredis à 22 heures sur *Radio Campus* (Bruxelles, 107.2 FM). Rediffusion tous les vendredis à 14 heures.

- Sur le site www.multimania.com/alterecho, les textes, les sons et les playlists de chaque émission, et un lien pour les écouter entièrement en RealAudio.

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Bush-ou-Gore a gagné - Michal Moore

Élections américaines : les chroniques de Michael Moore

Cette rubrique contient quelques-unes des chroniques que Michael Moore a écrites pendant les présidentielles américaines de l'an 2000, traduites en français par des bénévoles lecteurs/rédacteurs d'uZine. Les textes originaux (en anglais) sont disponibles sur le site officiel de Michael Moore.

http://www.uzine.net/rubrique96.html

Comment nous en venons à avorter (nos vies sexuelles)

Le journal *Le Monde* a publié le 22 octobre, dans ses colonnes *Débat*, un texte de la sociologue **Christine Delphy** qui revient sur la polémique récente autour de la réforme de la loi de 1975 concernant le droit des femmes à l'avortement. Extraits.

Le gouvernement a hésité à proposer au vote une réforme pourtant minimale de la loi de 1975 permettant l'avortement. C'est que l'opposition à l'avortement, ou plutôt à la légalité de l'avortement, est grande en ce pays. La tradition de l'hypocrisie s'y maintient : tout le monde le fait, mais personne n'en parle, comme c'était déjà le cas pour la contraception au début du siècle.

Les traditions rhétoriques se maintiennent aussi : c'est au nom du "caractère sacré" de la vie que, régulièrement, des éditorialistes demandent que l'avortement soit limité, qu'il reste un "dernier recours", craignent qu'il ne soit "banalisé". Banal, il ne l'est pas, quoiqu'il soit très fréquent. Comment expliquer ce paradoxe ? Comme tous les paradoxes : les mêmes facteurs expliquent et sa fréquence et son caractère tragique.

Jamais la pression n'a été plus forte sur les femmes et les jeunes filles. La recherche du prince charmant, autrefois menée chastement, ne s'imagine plus sans moments torrides. Les publicités, au cinéma, ne présentent qu'une image du bonheur, du bien-être, de la normalité : un couple jeune en maillot de bain, en train de danser sur une plage tropicale les yeux dans les yeux. Que vendent-elles ? Du chocolat, du

café, de la lessive, de la limonade ? On ne peut plus distinguer les produits, tant les "arguments" de vente sont les mêmes : beauté, jeunesse et sexualité, voilà ce qu'on nous vend.

Pas n'importe quelle sexualité cependant. Ce qu'Adrienne Rich appelle la contrainte à l'hétéro-sexualité est plus contraignante que jamais. En 30 ans, l'âge moyen des premiers rapports a baissé de 20 ans à 18 ans, l'écart entre les filles et les garçons qui était de 4 ans a disparu. La révolution sexuelle est accomplie ; ses bénéfices pour les femmes continuent d'être discutés par les féministes : libération de tous et de toutes, ou réalisation du rêve masculin de libre accès à toutes les femmes ?

Selon [la sociologue britannique] Sheila Jeffreys, les sexologues des années 1920 ont réussi à imposer aux femmes non seulement le devoir conjugal mais l'obligation d'aimer ça, [elles ont réussi] à redoubler l'injonction juridique d'une injonction psychologique beaucoup plus redoutable que la première, puisqu'elle joue sur l'aspiration à la "normalité" sociale et psychologique. Cette liberté sexuelle est-elle intéressante pour les femmes - et d'abord, est-elle la même pour les femmes et pour les hommes ? Non. C'est évident.

La "révolution sexuelle" empêche les femmes de dire *non*, mais ne leur donne pas les moyens de dire *oui*. La définition de la sexualité n'a pas changé : la sexualité, c'est l'acte sexuel, et l'acte sexuel, c'est le coït hétérosexuel avec éjaculation de l'homme dans la femme, c'est-à-dire, de toutes les postures sexuelles, la plus fécondante - un héritage des premiers chrétiens qui n'est toujours pas mis en cause (c'est cette définition qui permet à Bill Clinton de dire qu'il n'a pas eu de rapport sexuel avec Monica Lewinsky). Il n'existe pas de choix quant à la sexualité que l'on peut avoir, c'est cela, ou la déviance.

D'autre part, la contraception est toujours tabou. Sa publicité est interdite en France, il n'y a toujours pas d'éducation sexuelle à l'école, alors qu'il n'y en a guère à la maison. On prône le coït tout en maintenant sous le boisseau, même si on ne les interdit pas complètement, les moyens de se préserver de ses conséquences. Les

Pères de l'Église, qui voulaient réserver l'œuvre de chair à la procréation et interdire le plaisir, [peuvent se réjouir] (...).

Ils se réjouiraient plus encore de voir que ces conséquences d'une sexualité réduite à une expression - pas la plus simple, ni la plus agréable - continuent de peser uniquement sur les femmes : c'est à elles que l'on demande de réfléchir, en même temps que de se "laisser aller". Ce sont elles qui sont censées tenter de se "protéger", dès la plus tendre enfance, car c'est dès la plus tendre enfance que les pressions des pairs pour "qu'elles le fassent" s'exercent.

Notre société met l'accent sur le plaisir et sur le plaisir sexuel, sans s'affranchir ni des conceptions de la sexualité héritées de la culture judéo-chrétienne, ni du tabou sur la contraception de même provenance, et logiquement. Car, pour cette culture, tout acte sexuel non-fécondant était une forme de contraception, et banni pour cette raison. Les contradictions présentes dans l'ancienne société sont aujourd'hui exacerbées, et ce sont les femmes qui paient le coût de cette exacerbation.

On parle d'éthique et de respect de la vie à des jeunes filles catastrophées par une grossesse.

En parle-t-on aux garçons qui sont au moins autant responsables ? Et pourquoi pas ?

Un enfant ça se fait à deux quand un couple s'en dispute la garde, mais plus quand une jeune fille est enceinte ?

Pourquoi la morale commune est-elle à géométrie si variable, sinon parce que l'intérêt de l'homme est toujours décisif, parce que c'est son choix qui règle non seulement sa conduite mais celle de toute la société, parce que la liberté des hommes continue d'être plus grande que celle des femmes, et surtout, de s'exercer au détriment de celle des femmes ?

Il est donc normal que les sociétés qui combinent, comme la France, pressions au coït et rétention sur la contraception, "révolution sexuelle" et inégalité des sexes, connaissent des forts taux d'avortement **et** le condamnent. Tandis que les pays qui le permettent, dans des délais deux

fois plus longs que les "audacieuses" 12 semaines proposées ici (Pays-Bas : 24 semaines), dans la même logique font de l'éducation sexuelle et contraceptive et connaissent des taux d'avortement beaucoup plus bas.

Prendre le problème au moment où il débouche sur une crise : la grossesse non désirée, c'est ignorer (ou vouloir ignorer ?) qu'une crise se prépare de longue date. Vingt-cinq ans après la loi, encore 220.000 avortements par an ! Le sous-entendu est que, décidément, on ne peut pas faire confiance aux femmes. On leur donne un peu de mou et... hop ! elles en profitent pour avorter. Comme si c'était une partie de plaisir. Ce n'est pas une partie de plaisir. Cela n'a pas à être non plus la tragédie que l'on veut que l'avortement soit, qu'on fabrique avec un parcours du combattant humiliant et traumatisant.

Les adversaires de l'avortement ont réussi : les femmes arrivent aux centres d'IVG porteuses du discours attendu, et - c'est le pire B souvent sincèrement ressenti : pleines de remords et de culpabilité. Mais de culpabilité de quoi ? Ceux qui nous disent qu'il ne faut pas banaliser l'avortement, que veulent-ils dire ? L'avortement est un crime ou il ne l'est pas. Certes, la vérité, souvent, n'est ni toute blanche ni toute noire. Mais elle ne peut pas être si grise qu'on nous le dit : même avec tout le souci des nuances qu'on voudra, il faut se décider.

La société française ne veut pas se décider : c'est exprès qu'elle se maintient, dans sa majorité, dans une attitude ambivalente et ambiguë : *Ce n'est pas un vrai crime, mais c'est un acte très grave* [dit-elle]. Non, assez ! Si les femmes pouvaient vraiment choisir leur sexualité - et choisir signifie : non seulement connaître les conséquences de ce qu'on fait, non seulement pouvoir se prémunir, mais aussi pouvoir refuser de le faire, mais aussi avoir le choix d'autres activités aussi satisfaisantes sur le plan personnel et aussi valorisées socialement - il y aurait peu ou prou d'avortement, car les activités fécondantes seraient effectuées en connaissance de cause et avec intention, et non dans l'affolement, l'ignorance et la contrainte du groupe ou du partenaire (...).

Mais ça, ce serait une société idéale et nous n'en sommes pas là ; nous en sommes à sauver nos vies menacées par des injonctions contradictoires. Et tant que cette société idéale où tous-toutes les

individu-es seraient libres de leur sexualité ne sera pas réalisée, personne n'a le droit d'interdire ni de condamner, ni même d'émettre des réserves sur la nécessité vitale de l'avortement.

Quant à sa légitimité, dans cette société idéale, l'avortement serait rare, mais aussi légal que n'importe quelle autre opération, selon le principe du droit des gens à disposer de leur corps. C'est ce principe qui a inspiré la décision de la Cour suprême des États-Unis de ne limiter la possibilité d'avortement qu'au moment de la viabilité du fœtus - au moment où il n'est plus un morceau indissociable d'un autre corps qui se trouve être celui d'une personne. Toute autre position doit rendre compte des raisons de refuser à la moitié de l'humanité ce droit imprescriptible, garanti par la déclaration universelle des droits humains - de l'homme (sic) en France... de 1948.

Christine Delphy

Christine Delphy est chercheure au CNRS depuis 1966. Elle a participé, dès 1968, à la constitution de l'un des groupes fondateurs du *Mouvement de Libération des Femmes*. Elle a co-fondé avec Simone de Beauvoir les revues *Questions féministes* et *Nouvelles Questions féministes* (qu'elle dirige actuellement). Dernier ouvrage paru, en 1998, aux Éditions Syllepse, *L'ennemi principal -Économie politique du patriarcat* (voir ci-dessous).

L'Ennemi principal

L'Ennemi principal, c'est ce que cette théoricienne du matérialisme féministe a choisi d'appeler le patriarcat : un système autonome d'exploitation et de domination. Elle a entrepris depuis plus de vingt ans d'en constituer la théorie : l'*économie politique du patriarcat*.

Qui est l'*Ennemi principal* ? Pour la féministe qu'est Christine Delphy, il ne s'identifie ni à l'Homme avec une majuscule, ni aux hommes comme individus. Ce n'est en effet ni une essence, ni un groupe naturel : c'est

un système. Or ce n'est pas non plus, ou plutôt *pas principalement*, pour cette théoricienne qui s'inspire de Marx mais dans un parfait esprit d'hétérodoxie, le système capitaliste.

L'Ennemi principal, c'est aussi le titre de l'article de Christine Delphy qui, publié en 1970, la première année du *Mouvement de Libération des Femmes*, marque le début d'une révolution dans la réflexion féministe. Delphy introduit l'idée totalement nouvelle du patriarcat défini comme structure sociale hiérarchique et inégalitaire, en refusant toute explication de la subordination des femmes en termes *idéalistes* - que ce soit sur des bases biologiques, naturalistes ou essentialistes, ou bien encore fondées sur l'idéologie ou sur le *discours*. Que ce féminisme soit un *matérialisme* signifie que ce sont les pratiques sociales matérielles qui rendent compte de la domination patriarcale sur les femmes.

Outre l'école du *féminisme matérialiste*, Delphy a créé le concept de *mode de production domestique*, base économique de la subordination des femmes aux hommes dans les sociétés industrielles contemporaines. Elle a introduit en France le concept de *genre*, qui permet d'écarter l'explication de la hiérarchie entre les hommes et les femmes à partir de la *différence sexuelle* - comme le prétend une opinion répandue - ainsi qu'à partir du *discours* patriarcal - comme le veulent les postmodernes. C'est le fait même de la relation hiérarchique qui crée ces termes : des oppresseurs, et des opprimées.

Christine Delphy, *L'ennemi principal (1ère partie) - Économie politique du patriarcat*, Éditions Syllepse, Collection Nouvelles questions féministes, 1998.

TRAVAIL

À propos de quelques suicides

Souffrance sociale

Dans une entreprise industrielle (...) un technicien est retrouvé pendu au petit matin sur son poste de travail. Le personnel - les collègues, les camarades -, on s'en doute, est gravement secoué. Le médecin du travail (...) fait parvenir, au nom du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, une demande d'enquête de psychopathologie du travail sur les causes et les conséquences du suicide du technicien. Plusieurs réunions ont lieu avec l'équipe d'experts sur le site industriel, en présence des partenaires sociaux. Mais la pression sur l'emploi (...) est d'une telle intensité que les syndicats ont honte de mettre au-devant de la scène une discussion sur la souffrance au travail et de réclamer (...) des crédits en vue de financer l'enquête. D'où tergiversations et hésitations, jusqu'à ce que la demande initialement portée par les syndicats s'éteigne par fléchissement de la volonté et de la conviction. Ainsi la honte de dire la souffrance au travail face à la souffrance de ceux qui risquent le licenciement conduit à laisser un suicide sans analyse, sans explication, sans discussion. La honte de se plaindre génère un précédent redoutable : on peut désormais se suicider dans un atelier de cette entreprise sans que cela ne fasse événement. Précédent redoutable de banalisation d'un acte désespéré, pourtant assez spectaculaire et éloquent, manifestement adressé à la collectivité de travail et à l'entreprise. Ainsi la mort d'un homme, d'un collègue dans l'atelier, peut-elle faire partie intégrante de la situation de travail et être ravalée au statut d'incident ordinaire. Demeurer ainsi à son poste de travail sans broncher signifie-t-il que le suicide fait désormais partie du décor ?

D'autres cas aussi graves et parfois plus spectaculaires encore ont donné lieu ces dernières années à des demandes d'expertise qui ont toutes connu un destin similaire à celui qui vient d'être évoqué : silence et mutisme générant bientôt le secret, et, enfin, l'amnésie forcée.

Christophe Dejours, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Seuil, 1998.

Il paraît qu'en Belgique, cela se passe ainsi aussi à Belgacom ; mais peu de choses filtrent de dessous la chape de plomb.

Par contre on en sait davantage sur Volkswagen-Forest.

Francis Verstraeten, 49 ans, ouvrier de Volkswagen-Forest, s'est suicidé à l'atelier le 19 mai 1999. Ce que mettent au jour les journalistes du JDM (nE26/11.99), sur la base des notes prises par Francis Verstraeten et d'interviews de son fils, c'est exactement les ambiances décrites par Christophe Dejours. Ouvrier modèle depuis une dizaine d'années, Francis Verstraeten se fait coincer entre un clark et un conteneur à déchets le 25 août 1993. Sous le coup, il reste assis sur place pendant environ une heure, puis se rend en chancelant à l'infirmerie où il reste couché deux heures. Aucun médecin ne l'ausculte ; l'infirmière le renvoie à son poste de travail. Il se comporte comme un bon ouvrier doit le faire selon les consignes et les valeurs diffusées dans les feuilles d'information internes de l'entreprise : *Cela prouve que vous avez été sensibles aux signaux d'alarme que nous avons lancés tout au long de l'année et que vous avez compris qu'un accident de travail ne signifiait pas toujours arrêt de travail* (Info News-VW 58, février 94). *Quelques principes à retenir : (...) les accidents de travail diminuent notre rentabilité (...) et le maintien au travail doit être prolongé autant que notre Service médical du Travail le juge possible...* (Info News-VW 62, juillet 94) Mais, par la suite, Monsieur Verstraeten ressent de grandes douleurs dans le dos, qui l'empêchent de suivre les cadences. Conscient qu'il ne peut plus travailler dans la chaîne, il demande à la direction sa mutation vers un poste adapté, mais cela lui est refusé car, dit sa compagnie d'assurance, ce que confirme le tribunal du travail de Mons le 8 avril 98, il n'est pas prouvé que son problème de dos est la conséquence de l'accident de travail. En effet,

Francis Verstraeten n'a pas été ausculté juste après son accident et a repris le travail le jour-même ! Donc il n'a pas été accidenté ce jour-là ! Logique. Or, comme c'est toute une petite équipe qui est responsable d'une unité de production, Monsieur Verstraeten devient une charge pour celle dans laquelle il travaille. Il change d'équipe, on se le refile comme un poids mort. Il engage des frais médicaux considérables pour tenter de tenir le coup mais rien n'y fait. Ses collègues essayent de le pousser à bout et de le mettre en dépression pour avoir quelqu'un de plus vaillant que lui en remplacement. Le 19 mai, Monsieur Verstraeten n'enfile pas son bleu de travail et se rend dans l'atelier en tenue de ville. Personne ne bronche : encore une de ses lubies. Là sur place, il demande à ses collègues ce qu'ils feraient s'il se tirait une balle dans la tête. Pas de réponse. Il demande la même chose à son supérieur. D'un ton indifférent on lui dit de se calmer. Il paraît qu'il ne faut pas prêter attention à ceux qui veulent se faire remarquer. Alors il sort une arme et se tire une balle dans la tête. C'est une chance pour les autres ; il aurait pu se servir de son arme autrement.

En 1999, un demandeur du minimex s'immole par le feu dans les locaux d'un CPAS de Charleroi. L'assistante sociale qui avait eu le dernier entretien avec lui, dit : *Je ne comprend pas*. La même année, d'un CPAS de Bruxelles, un assistant social écrit à *Alternative Libertaire* : *Un travailleur social est un travailleur comme un autre ou presque. Rien ne doit l'empêcher de ne prester que le nombre d'heures légal prévu. Sur le terrain, on constate chaque jour qu'ils ne suffisent pas quantitativement à la tâche. La commune refuse les engagements qui seraient indispensables à un travail de qualité. Les permanences sociales sont encombrées et chaque jour des usagers voient leur entretien avec le travailleur social ajourné, n'être pas pris en compte dans le délai d'urgence généralement souhaité. La commune pour laquelle je travaille est pourtant socialiste. Il y a peu, un usager du CPAS s'est immolé par le feu dans les locaux. On a peu parlé de cela : "Personne ne comprendrait". L'usager est mort, le feu a été étouffé, l'affaire aussi, au plus vite... Je pense que cela peut se reproduire demain, que la commune n'a rien compris ou n'a rien voulu comprendre.*

Allons, cessons de nous suicider. On est trop vite enterré. On ne dérange personne. Maintenant nous voyons bien qu'il faut **plus** de bruit que cela pour leur déboucher les oreilles.

Blanc et noir

Quelqu'un m'a raconté comment, selon lui, la marche blanche avait vraiment commencé. C'est à cause de Gino Russo. Il travaille à Cockerill-Seraing. Depuis qu'on avait retrouvé Sabine et Laetitia vivantes, puis les corps de Julie et Mélissa, il démontrait à ses collègues et dans son syndicat qu'on aurait pu retrouver Julie et Mélissa vivantes. Dans l'usine, et bientôt dans les autres usines, ils furent nombreux à savoir que l'enquête avait été étouffée par de telles erreurs et abstentions qu'elles ne pouvaient résulter que de protections des trafiquants et meurtriers d'enfants par les milieux judiciaires belges. L'*arrêt spaghetti* (dessaisissement du juge d'instruction trop zélé Connerotte) mit un comble à l'indignation, devenue collective par la voie de la solidarité syndicale et ouvrière, et voilà comment nous connûmes la grève générale et la paralysie de la Belgique.

Il suffit d'un événement, d'une seule personne risquant la transformation de sa souffrance en communication. Aussi grandes sont la responsabilité et la dignité de chacun dans un pays de dix millions d'habitants.

Maintenant, avec le recul, apparaît ceci concernant la révolte blanche. L'indignation était d'autant plus communicable qu'il ne s'agissait pas d'une souffrance relative aux conditions de travail, car comme le dit Dejours, les milieux de travail, y compris les syndicats, sont blindés contre toute plainte à propos de la dureté des conditions de travail. Il y a eu dès le départ dans cette révolte belge un certain aspect d'aliénation, un déplacement de la capacité de s'indigner, d'une cause soi-disant *égoïste* (les conditions de vie des adultes) vers quelque chose de *généreux* (celles des enfants). Cela m'avait tenue pendant un temps à l'écart du mouvement blanc. Les gens autour de moi pensaient : *Nous, nous sommes des adultes et vous pouvez nous maltraiter* ; mais ne touchez pas à nos enfants ! Morose, je pensais : *Ne prétendez pas*

dégouliner de bons sentiments à l'égard de vos enfants si vous acceptez qu'ils soient destinés à vous succéder dans ce monde presque concentrationnaire.

En 96, suite à l'arrêt spaghetti, VW Forest fut une des premières entreprises dont tout le personnel partit en grève. En 96, Francis Verstraeten était déjà harcelé. En 99, il se suicida.

Reprendre

Il y a quelques années, Hervé Le Roux a réalisé un film, *Reprise*, qui est passé au *Nova* et que commente Jeanne Hyvrard dans *Chronique Féministe* (nE63/07.97).

Après la grève générale de mai 68, la reprise du travail aux usines Wonder était fixée le 10 juin. Une militante d'extrême-gauche alerta des étudiants et leur dit : *Venez filmer ce qui se passe ici* ! Et les étudiants vinrent filmer, avec des moyens rudimentaires. *On y voit au milieu d'un attroupement deux responsables syndicaux chargés de faire appliquer les "accords de Grenelle", tenter de raisonner une belle jeune femme brune coiffée à la mode de l'époque et qui crie qu'elle "ne rentrera(it) pas dans cette taule parce que c'est vraiment trop dégueulasse !". Elle est secouée de sanglots pendant qu'elle module plusieurs variations sur ce thème et que les deux syndicalistes, eux-mêmes émus et compatissants essaient de la persuader. Derrière ce groupe, des ouvrières plus conformistes "rentrent" sous les appels mornes et fermes du chef du personnel, un ancien adjudant de tirailleurs sénégalais, ancien "croix de feu".*

Fascination d'Hervé Le Roux, trente ans plus tard, à la vue de ce petit film. *Il faut rappeler qu'à la fin des années soixante, l'image n'était pas si répandue...* Mais que pensez-vous, l'image de la vérité historique ne sera pas plus répandue dans trente ans. *Et le fait est que lorsqu'on voit ces images en noir et blanc, si on coupe le son, la scène pourrait bien être celle d'une quelconque "disparition" dans un pays de dictature... montage dont le réalisateur ne se prive pas... Reprise est alors un redoublement de la quête de la disparition. Retrouver la femme brune qui crie est le point de passage obligé pour revenir sur une disparition*

plus profonde (...) Cette femme belle qui veut être propre et qu'on fait taire, c'est nous ! C'est notre filiation avec la précédente.

Dejours ne dit pas autre chose lorsqu'il analyse le recul social des années 80. La *rétivité syndicale à l'analyse de la subjectivité et de la souffrance dans le rapport au travail* a eu pour conséquence que *ces organisations ont contribué de façon malencontreuse à la disqualification de la parole sur la souffrance, et, de ce fait, à la tolérance à la souffrance subjective (...) En d'autres termes, la faiblesse syndicale pourrait être liée, pour une part au moins, à une erreur d'analyse concernant la signification des événements de Mai 1968 (...) La faiblesse syndicale ne serait pas la cause de la tolérance à l'injustice qu'on connaît aujourd'hui, mais la conséquence d'une absence d'analyse de la souffrance subjective par les organisations syndicales elles-mêmes, dès avant la crise de l'emploi.*

Métro, boulot, dodo avec vingt jours de vacances annuelles, cela signifiait qu'on n'avait aucun autre horizon que le travail.

Des petits trous, des petits trous, encore des petits trous, chantait Gainsbourg : il y en avait déjà un qui voulait se suicider pour cela.

Il y avait là une spoliation de sa propre vie qu'aucun salaire ne compensait, et c'est là qu'est resté calé notre espoir.

Cécily

SANS PAPIERS

Pour en finir avec la clandestinité !

Manifestation nationale

10 décembre

14h - Bd Albert II - Bruxelles

DROIT D'ASILE

Parquer avant d'expulser !

Le gouvernement bleu-rouge-vert remplace les aides financières individuelles aux demandeurs d'asile par des aides en nature et le "logement" dans des centres ouverts.

Note préliminaire

Le Conseil des Ministres du 25 octobre dernier a voté des nouvelles mesures en matière d'accueil des demandeurs d'asile. Le texte adopté s'applique à la procédure actuelle d'examen du statut de réfugié. Cette procédure comporte deux phases : la recevabilité (examinée par l'*Office des Étrangers*) et le fond (examiné par le *Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides*). Une révision importante est en discussion actuellement au Conseil des Ministres.

1. Le Conseil des Ministres du 25 octobre 2000 a accepté les propositions faites par le Ministre de l'Intégration Sociale Vande Lanotte concernant l'accueil des demandeurs d'asile. Le Gouvernement *opte résolument pour une aide purement matérielle* en opposition à une aide financière. Cette aide matérielle sera dispensée de deux manières...

- Par l'hébergement dans des centres ouverts. Les demandeurs d'asile en phase de recevabilité et les demandeurs d'asile déboutés qui ont introduit un recours au Conseil d'État ne pourront plus bénéficier d'une aide financière. Ils seront hébergés dans un **centre ouvert**. Pour couvrir les besoins, le Gouvernement veut disposer à terme de 10.000 places supplémentaires. Les centres existants (centres fédéraux et centres de la *Croix rouge*) seront étendus par l'installation de *modules de logement*. De nouveaux centres seront construits ou des bâtiments existants seront aménagés. Des centres seront gérés par **le privé** : un appel d'offre sera lancé. Des bâtiments publics pourront être mis à la disposition du privé pour organiser ces centres.

- Par les CPAS au travers des *Initiatives d'Accueil Locales* (*IAL*). Le gouvernement incite tous les CPAS à adhérer à ce système qui dispense une aide en nature aux demandeurs d'asile (voir point 3).

2. Les justifications données à ces décisions. La déclaration de politique fédérale adoptée par le Conseil des Ministres du 25 octobre justifie comme suit l'option d'octroyer une aide en nature : *C'est la meilleure arme pour lutter contre les organisations criminelles qui se rendent coupables de fraude et de traite des êtres humains*. Par ailleurs, les explications données par les uns et les autres justifient souvent la décision par des visées humanitaires : l'offre de logement privé étant insuffisante, de mauvaise qualité et souvent trop coûteuse, beaucoup de demandeurs d'asile sont victimes de *propriétaires-exploiteurs*. Pour les protéger des mafias et des exploiteurs, il faut leur offrir l'hébergement et ne plus leur accorder d'aide financière.

Des déclarations faites par le Ministre Vande Lanotte à la presse, il ressort clairement un autre objectif majeur qui est d'endiguer *l'afflux massif* de demandeurs d'asile et de traquer les *faux réfugiés*. Pour y

parvenir, il faut supprimer l'aide sociale financière qui est trop *attractive*. Vande Lanotte est fidèle en cela à la note d'orientation générale relative à une politique globale en matière d'immigration adoptée par le Conseil des Ministres le 1er octobre 99. Cette note évoque en effet une *explosion des demandes d'asile*, un *afflux de Kosovars ou prétendus tels*, l'afflux de *Slovaques qui sollicitent l'asile dès leur entrée sur le territoire, uniquement dans le but d'avoir accès à la couverture sociale qu'ouvre actuellement le droit d'asile*. Cette note reste la base de référence pour la politique d'asile et n'a jamais été remise en question par la coalition "arc-en-ciel" (ndlr : libéraux + socialistes + écolos).

3. Quelle est la situation actuelle ? Que changeront les décisions du Conseil des Ministres ?

- Les demandeurs d'asile en phase de recevabilité. Ils sont soit détenus dans les centres fermés (l'Office des Étrangers en décide), soit obligés de résider dans un centre ouvert (le Ministre de l'Intégration Sociale en décide dans le cadre de la détermination du lieu obligatoire d'inscription), soit aidés par un CPAS dans le cadre d'une *Initiatives d'Accueil Locales* (*IAL*). Ceux qui refusent l'hébergement dans un centre ouvert ne reçoivent aucune aide, hormis l'aide médicale urgente.

L'obligation de résider dans un centre a été inscrite dans la loi dite Vande Lanotte de 1996. Elle est appliquée systématiquement, mais par manque de place, des demandeurs d'asile doivent être orientés vers les CPAS. Depuis plusieurs mois, le nombre de personnes hébergées dans les centres dépasse toujours la capacité théorique d'accueil. Vu la longueur des procédures, les demandeurs d'asile peuvent généralement quitter le centre ouvert s'ils n'ont pas obtenu une réponse sur la recevabilité de leur demande endéans les 4 mois. Dans ce cas, ils sont aidés par un CPAS.

Les centres ouverts sont gérés par l'autorité fédérale (2.315 places), la *Croix rouge* (1.063) la *Rode Kruis* (1.177) et les *Mutualités socialistes* (48). Les centres de la *Croix rouge* sont subsidiés à raison de 1.155 frs par jour et par personne hébergée (34.050 par mois).

Des initiatives de *logement assisté* sont gérées par l'*OCIV* (500) et le *CIRÉ* (300). Ces initiatives sont subsidiées à raison de 969 frs par jour et par personne.

Les CPAS peuvent prendre des *Initiatives d'Accueil Locales* (*IAL*) en vue d'assurer une aide matérielle aux demandeurs d'asile. S'ils veulent continuer à accorder une aide financière, ils doivent fournir un argument valable pour le justifier. Les *IAL* font l'objet d'une convention entre le CPAS et l'autorité fédérale. Elles sont subsidiées à raison 1.155 frs par jour et par personne hébergée, soit 34.050 par mois (60% de cette somme par place non occupée). Les CPAS perçoivent ces subsides sans obligation de justifier leurs dépenses. Ils peuvent donc réaliser des bénéfices importants sur le dos des demandeurs d'asile aidés dans ce cadre. Cela explique sans doute que beaucoup de CPAS ont conclu des conventions en *IAL*. D'autant plus que le quota de demandeurs d'asile de la commune dans le cadre du plan de répartition (voir point suivant) est diminué du double du nombre de places offertes en *IAL*. Une *IAL*, c'est donc tout bénéfice pour les communes et les CPAS !

- Les demandeurs d'asile pendant l'examen au fond par le CGRA. Ils sont obligés de quitter le centre ouvert quand leur demande d'asile est jugée recevable, quand bien même ils souhaiteraient continuer à bénéficier de ce type d'hébergement. Ils sont aidés par le CPAS du *lieu obligatoire d'inscription* qui leur est désigné en fonction du plan de répartition. Le Conseil des Ministres du 21.1.94 a décidé que les réfugiés dont la demande d'asile est examinée au fond par le *CGRA* doivent être *répartis harmonieusement* sur le territoire. Un *lieu obligatoire d'inscription* leur est désigné. C'est le CPAS de ce lieu d'inscription qui est compétent pour leur accorder l'aide sociale. Comme il n'est pas possible de trouver un logement convenable à un prix abordable dans certaines communes, de nombreux réfugiés vivent dans une commune autre que celle du lieu obligatoire d'inscription. Ils dépendent donc d'un CPAS d'une autre commune que celle où ils résident. Cela comporte pour eux beaucoup de désagréments (tracasseries administratives, déplacements longs et coûteux). C'est dans le plan de répartition qu'apparaît pour la première fois depuis la

fin des *Commissions d'Assistance Publique* l'incitation à accorder une aide en nature : *La possibilité est offerte aux CPAS de fournir tout ou partie de l'aide sociale en nature afin de permettre de réduire fortement pour les demandeurs d'asile l'intérêt de résider en dehors et en tout cas loin de leur commune d'inscription*. Le plan de répartition a pour but déclaré d'éviter les trop grandes concentrations d'étrangers, alors que le gouvernement décide d'ouvrir des centres d'hébergement de grande capacité ! Le plan de répartition continue à être d'application malgré que l'objectif visé, à savoir la répartition physique des demandeurs d'asile sur le territoire, n'est pas du tout atteint. À titre d'exemple : début de l'année 2000, environ 2.000 demandeurs d'asile vivaient sur le territoire de Liège. Ils dépendaient de 252 CPAS différents !

- Les demandeurs d'asile déboutés. La loi Vande Lanotte de juillet 96 a supprimé le droit à une aide sociale financière aux déboutés du droit d'asile. Un arrêt de la Cour d'Arbitrage (arrêt No 43/98 du 22 avril 98) a rétabli le droit à une aide financière pour ceux qui ont introduit un recours au Conseil d'État contre le refus du statut de réfugié. Depuis lors, ces demandeurs d'asile ont à nouveau droit à l'aide sociale du CPAS bien que n'ayant plus de prolongation de séjour légal. Le Conseil des Ministres du 25 octobre a décidé de leur retirer ce droit à l'aide financière en les obligeant eux aussi à résider dans un centre ouvert.

Comment analyser les décisions du Conseil des Ministres ?

! La suppression de l'aide financière aux demandeurs d'asile est une atteinte grave à un droit fondamental inscrit dans la loi de 1976 instituant les *Centres Publics d'Aide Sociale*. Elle constitue une mesure discriminatoire à l'égard d'une catégorie donnée de la population. Elle constitue une mesure vexatoire contraire à la dignité de la personne humaine. Le principe de la suppression de l'aide financière et de l'octroi d'une aide en nature était déjà clairement inscrit dans la note politique

d'orientation générale votée le 1er octobre 99 et censée être la base de la politique d'asile de la coalition "arc-en-ciel". Dans ce sens, les propositions Vande Lanotte adoptées au Conseil des Ministres d'octobre 2000 sont la concrétisation de la politique décidée voici un an par la coalition au pouvoir.

! La suppression de l'aide financière individuelle est une politique coûteuse. L'hébergement dans un centre ou dans une *Initiative d'Accueil Locale* **coûte beaucoup plus cher** à la collectivité que l'octroi de l'aide financière individuelle. L'aide financière maximale accordée par un CPAS aux demandeurs d'asile correspond à l'équivalent du minimex (ndlr : RMI) plus un complément pour les enfants équivalent aux allocations familiales.

Soit : pour une personne seule, 21.761 frs (34.050 pour l'hébergement dans un centre), pour un couple, 29.015 (68.100 pour l'hébergement dans un centre), pour une famille avec deux enfants 37.041 (136.200 frs pour l'hébergement dans un centre).

Il est donc bien clair que l'objectif de la suppression de l'aide financière individuelle poursuit un but politique jugé très important puisque le Gouvernement en paie un prix élevé.

! La suppression de l'aide financière poursuit un but politique de regroupement obligatoire dans des centres. Un nouveau pas important est franchi dans ce sens. Le Gouvernement prévoit 10.000 nouvelles places d'accueil en plus des 5.400 actuellement existantes. Le nombre de places sera donc triplé à terme. Cette augmentation devrait permettre d'héberger tous les demandeurs d'asile pendant la phase d'examen de la recevabilité de la demande du statut de réfugié. Vu que la procédure d'asile se fera probablement à l'avenir en une seule phase (projet Duquesne, ministre de l'Intérieur), ce sont donc bien tous les demandeurs d'asile qui devront résider dans les centres ouverts à moins qu'ils ne soient détenus dans un centre fermé. Cette politique de regroupement systématique a pour but de surveiller les demandeurs d'asile ; de les dissuader de venir chez nous ; d'empêcher leur intégration pour faciliter leur expulsion ; d'empêcher la solidarité de la population en mettant les réfugiés à l'écart de la société ; d'exercer

l'arbitraire. **Dans ce sens, les centres ouverts participent de la même politique que les centres fermés** : la marginalisation des demandeurs d'asile. Il faut craindre d'ailleurs que le Gouvernement tente, petit à petit, de vouloir imposer aux centres ouverts le même rôle que les centres fermés. Il suffirait pour cela que l'*Office des Étrangers* communique les refus d'octroi du statut de réfugié et que la gendarmerie ou une brigade *ad hoc* vienne cueillir les demandeurs d'asile déboutés dans le centre ouvert. Cela se pratique déjà à large échelle dans l'un ou l'autre centre de la *Rode Kruis*.

- Le Gouvernement a décidé la possibilité de gestion privée des centres ouverts. Ces centres privés seront, comme les maisons de retraite pour personnes âgées par exemple, des entreprises soumises à des critères de rentabilité. Il a été dit que pour être rentables, ces centres privés devraient être de grande taille : le chiffre de 300 places a été avancé. Quelles seront les garanties d'un accueil de qualité ? Quelles seront les possibilités de recours des demandeurs d'asile ? L'annonce de la mise en place possible d'une *commission de suivi* ne peut faire illusion. Elle n'a d'ailleurs pas été décidée par le Conseil des Ministres mais annoncée ultérieurement en réponse aux critiques émises à l'égard de la privatisation. Elle risque de toute façon de rester lettre morte comme l'observatoire de l'immigration décidé en octobre 99 et censé examiner les plaintes individuelles en matière d'expulsion. Elle risque d'être un organe sans aucun pouvoir à l'instar de la commission chargée de surveiller les conditions de vie dans les centres fermés. Tout juste de quoi donner bonne conscience à quelques parlementaires et à endormir la vigilance des citoyens.

- La privatisation des centres est la porte ouverte à la privatisation d'autres aspects de la politique d'asile. Par exemple, les expulsions. Dans le passé, la Belgique a déjà posé des premiers pas dans ce sens. Des rapatriements d'Africains ont été effectués par une firme privée, la compagnie d'aviation *Budd*. Des Marocains ont été escortés sur le bateau par des gardiens d'une firme privée. L'accord gouvernemental prévoit explicitement la recherche d'une compagnie privée d'aviation pour les rapatriements. Ailleurs en Europe, le recours au privé a été ou

est encore utilisé. L'Allemagne et la France ont utilisé des firmes privées de transport à large échelle pour procéder aux expulsions (voir Chris De Stoop, *Vite rentrez le linge*, Actes Sud). Les filières de passeurs et de faux papiers sont un commerce très lucratif. En sera-t-il de même demain pour des entreprises de parcage et d'expulsion ? Les mafias préfèrent de plus en plus l'investissement dans ce genre de secteur d'avant-garde que dans les secteurs traditionnels de l'économie. Les bénéfices qu'ils en retirent sont plus rapides et plus plantureux.

- Les justifications avancées par les Ministres ne tiennent pas la route. En effet...

- Comment lutter contre les propriétaires malhonnêtes ? Des mesures telles que : le développement d'agences immobilières sociales, l'établissement d'une banque de données des logements disponibles et de leur état, l'aide concrète à la recherche de logements décents, l'établissement de normes minimales en matière de location et leur contrôle avant la mise en location, la réquisition d'immeubles abandonnés prévue dans la loi dite Onkelinx, etc, seraient de nature à assainir la situation et profiteraient à l'ensemble de la population la plus pauvre, demandeurs d'asile ou non. Aucune mesure de ce type n'est envisagée.

- Comment lutter contre les réseaux de traite des êtres humains ? Le Conseil des Ministres déclare qu'accorder une aide matérielle au lieu d'une aide financière est *la meilleure arme pour lutter contre les organisations criminelles qui se rendent coupables de fraude et de traite des êtres humains*. Nous sommes confondus devant une telle indigence intellectuelle, à moins qu'il ne s'agisse tout simplement de malhonnêteté intellectuelle. De quoi parle-t-on ? Les Ministres nous parlent de familles soumises à de terribles pressions, par des trafiquants d'êtres humains, pour qu'elles remboursent une partie de l'aide qu'elles reçoivent du CPAS. Interrogé à ce sujet, Claude Emonts, pourtant président de la section CPAS de l'*Union des Villes et des communes*, a déclaré n'avoir jamais eu connaissance d'un seul cas de ce

genre (*Le Soir*, 25.9.99.) ! C'est pourtant ce prétexte qui justifiait la décision prise par les Ministres le 1er octobre 99.

Les responsables politiques doivent cesser de parler à la légère des réseaux de traite des êtres humains. Il existe des filières de passeurs, des filières de délivrance de faux papiers, l'exploitation de demandeurs d'asile et de sans-papiers par le travail en noir, l'achat de femmes et enfants destinés à la prostitution ou au travail forcé dans les ateliers clandestins, des propriétaires qui louent des logements infects à des prix prohibitifs, il y a ce qu'il convient d'appeler l'esclavage moderne, etc. Toutes ces formes d'exploitation ne sont pas à mettre sur le même pied sous un titre générique de *contrebande des êtres humains*. Chaque forme particulière d'exploitation demande des réponses spécifiques appropriées.

Si le Gouvernement estime que le **meilleur** moyen de lutter contre la traite des êtres humains, c'est de supprimer l'équivalent du minimex à quelques milliers de demandeurs d'asile, il ne faut pas s'étonner que la traite prenne autant d'ampleur et que s'installent durablement dans le pays des mafias ultra dangereuses et agissant en tou-te impunité.

Le Gouvernement aurait décidé d'affecter un budget supplémentaire de 63 millions de francs pour 2001 (20,5 pour la Justice, 42,5 pour la gendarmerie) à la lutte contre les réseaux de traite des êtres humains. Cette lutte consiste en général à traquer les clandestins dans les camions ou les bateaux, à les incarcérer et les expulser. La lutte contre le travail en noir consiste en général à incarcérer et expulser ceux qui en sont victimes, les employeurs restant impunis ou encourant des peines mineures. Alors que des budgets complémentaires sont affectés à la gendarmerie, les associations d'accueil des victimes (telles Surya) disposent à peine de moyens suffisants à leur survie.

En guise de conclusion

Les décisions du Conseil des Ministres du 25 octobre 2000 sont totalement inacceptables. Elles sont dans la droite ligne de la politique existant depuis une dizaine d'années, et dans la logique de la politique décidée par la coalition "arc-en-ciel" pour cette législature. Chaque

modification législative de la loi de 80 comporte des atteintes de plus en plus graves aux droit d'asile et aux droits des demandeurs d'asile. Ce sera encore vrai cette fois avec les décisions du Conseil des Ministres et les modifications législatives qui les concrétiseront.

Du temps des Ministres de l'Intérieur précédents Tobback, Vande Lanotte et autres Vandenbossche, les demandeurs d'asile étaient systématiquement traités de profiteurs, de faux réfugiés, de criminels en puissance. Aujourd'hui, le langage est souvent plus policé, plus hypocrite aussi. Les demandeurs d'asile sont plus volontiers présentés comme *des victimes*, comme *des malheureux*, dit Antoine Duquesne. Mais la politique envers eux reste la même : qu'ils soient considérés comme profiteurs ou comme victimes, ils sont incarcérés, parqués, expulsés.

CRACPE (Liège)

Collectif de résistance aux Centres pour Étrangers
BP 165, 4020 Liège 2. Permanence téléphonique (04)232.01.04 du lundi au samedi de 17 à 18h30. Fax (04)222.27.74. **Soutien** : 000-0659195-80.

L'ESSENTIEL

Libération humaine et religions

On tue décidément beaucoup au nom de dieu depuis quelque temps. Mais, dira-t-on, ne le fait-on pas depuis des siècles ?

Il semble néanmoins que renaissent, un peu partout, dans le monde des tensions et des affrontements inter-religieux particulièrement vifs.

Certes, les représentants des religions diront que celles-ci ont bon dos en la matière. Elles ne seraient que des prétextes utilisés pour couvrir ou habiller des conflits d'ordre bien profane afin de les justifier, de les exalter, de les amplifier. La dispute ou la revendication d'un territoire, l'accès au pouvoir politique, le règlement de vieux conflits ethniques ne sont-ils pas en réalité les seules et vraies causes des violences perpétrées au nom de dieu ?

La religion ne serait donc qu'un paravent derrière lequel s'abriteraient ceux qui cherchent à conquérir ou à conserver des pouvoirs bien temporels : Juifs contre Musulmans au lieu d'Israéliens contre Palestiniens, Musulmans contre Orthodoxes au lieu de Kosovars contre Serbes, Protestants contre Catholiques au lieu de Britanniques contre Irlandais, Chrétiens contre Musulmans, Musulmans contre Siks, Hindouistes contre Chrétiens, Chrétiens contre Animistes, etc.etc. (et toujours *vice versa*), selon l'appartenance religieuses ancestrale des peuples et dans le but de se disputer un pouvoir, une terre, une zone d'influence, des privilèges, des droits acquis ou tout simplement de conforter des revendications d'ordre social, économique, politique.

Et cela ne date pas d'hier ! C'est ainsi que les Croisades, l'Inquisition, les entreprises coloniales menées au nom d'une *civilisation chrétienne*, en Afrique et en Amérique, ont fait du christianisme l'une des religions les plus cruelles et les plus sanglantes de l'histoire des deux derniers millénaires.

On aurait pu penser que dans un monde devenu *village planétaire*, alors que les distances se raccourcissent, que les proximités se multiplient et que les échanges se renforcent, les métissages culturels favoriseraient quelque peu la tolérance et le respect de l'autre. Or, non seulement il semble que l'on soit loin du compte, mais il apparaît que bien souvent, sous couvert de religions, les clivages s'accentuent, les oppositions se durcissent, les spécificités s'affirment !

C'est pourquoi présenter la religion comme pouvant (et même comme devant) être dissociée des conflits historiques qui éclatent en son nom, dans le but avoué de dédouaner la/les foi/s religieuse/s de toute responsabilité fondamentale à leur égard, s'avère historiquement faux et intellectuellement erroné. Les structures mêmes des sociétés occidentales, la royauté de *droit divin* par exemple, n'ont-elles pas été modelées durant des siècles par l'adhésion à la foi chrétienne et par la prééminence reconnue et admise du *pouvoir spirituel* sur le *pouvoir temporel*, du Pape sur l'Empereur ?

Il est donc trop facile, comme le font les croyants de toutes les religions, de distinguer, voire de séparer, le bon grain de ce que serait la *vraie* doctrine, de l'ivraie de ses applications historiques. Comme si les institutions religieuses, leurs Églises, leurs hiérarchies, leurs fidèles, se mouvaient dans un espace/temps surnaturel, chargés de délivrer la seule et pure doctrine de leurs fondateurs.

C'est bien *au nom de dieu* que, durant des siècles, les groupes humains antagonistes d'origines religieuses différentes ont fini par s'étriper, même si ce dieu était proclamé unique, même et surtout, pourrait-on dire, si ces religions émanaient d'une même source *révélée*, comme le sont les *religions du livre* (la Bible), le judaïsme, le christianisme et l'islam. Il n'y a de pires haines qu'entre des frères devenus ennemis.

On peut se demander pourquoi. La réponse est inhérente aux religions elle-mêmes. Loin de n'être que la couverture de conflits qui en réalité ne seraient que *profanes*, c'est au cœur même de la croyance que l'on doit chercher les germes des oppositions séculaires entre les ressortissants de différentes religions.

Comment en est-on arrivé là ? Comment se fait-il que des religions fondées sur des doctrines, prônant la paix, la justice, l'amour fraternel universel, en sont venues à distiller tant de haines et parfois à être le moteur de tant d'atrocités ?

C'est que les trois grandes religions monothéistes, le judaïsme, le christianisme et l'islam, s'estiment pour chacune d'entre elles, détentrices et garantes d'une *unique vérité*, celle qui leur aurait été révélée en propre par Dieu lui-même. Une première source de conflit ne peut pas ne pas en découler. Si Dieu est unique tandis que chacune de ces trois religions se réclamant de ce même dieu s'affirme comme étant la seule qui soit en possession de l'unique vérité, il est bien évident que naîtront rapidement des conflits dès lors que les adeptes de ces religions se disputeront tel pouvoir... ou même dès qu'ils se trouveront au seul contact les uns des autres ! Si l'on ajoute au particularisme religieux une origine ethnique ou culturelle différente engendrant souvent un racisme déclaré, on se trouve alors en présence d'une situation explosive. La *guerre sainte* ou la défense de l'*Occident chrétien*, le *combat du Croissant contre la Croix* s'avèrent comme étant de bons motifs pour partir à la conquête du monde !

Très particulièrement pour le christianisme, parce qu'il s'est répandu depuis près de 2000 ans (soit par la prédication, soit par l'invasion et la force) d'abord sur toute l'Europe, puis sur les Amériques et la plus grande partie de l'Afrique, cette certitude d'être l'unique détenteur de **la** vérité sur l'homme a engendré la conviction chez les Occidentaux qu'ils devaient régenter le monde.

Un dieu unique a engendré une pensée unique, un seul modèle de développement, une seule morale, une seule culture, une civilisation unique. La croyance en un dieu unique ne peut que niveler les différences, écraser les autres religions, soumettre tous les humains.

La certitude
de posséder "la" Vérité
rend les hommes cruels

Tout commence en mystique et tout finit en politique disait le chrétien Péguy. C'est ainsi qu'au nom d'un même dieu unique, les trois grandes religions en sont venues à s'opposer. Et parce qu'elles font appel à des sentiments profondément enracinés dans les cultures des peuples au point de se confondre avec l'âme et l'identité mêmes de ces peuples, elles constituent un puissant ferment de fanatisme populaire.

La prégnance dans l'inconscient collectif occidental d'une croyance en un dieu unique a engendré une conception totalisante de l'être humain. Une telle croyance semble être la principale cause chez les Occidentaux, de leur prétention totalitaire d'être les uniques détenteurs d'une vérité universelle sur l'homme. Et à ce titre, la religion chrétienne, longtemps dominante, issue du monothéisme juif, doit être considérée comme l'archétype de toutes les idéologies occidentales modernes, dans leur volonté de dire le vrai de tout à tous les hommes.

Quant aux deux autres religions monothéistes, le judaïsme et l'islam, seule la conjoncture historique a permis jusqu'à présent de limiter leur prétention hégémoniques. Mais on sait à quel point l'intégrisme religieux, qu'il soit aujourd'hui circonscrit pour la religion juive dans l'État d'Israël (soutenu il est vrai par une aide massive des États-Unis) ou qu'il sévisse durement, pour ce qui est de la religion musulmane, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est, est facteur de violences inter-religieuses. Et lorsque le Président russe Poutine justifie l'horreur du génocide tchétchène, c'est au nom de la défense de la civilisation occidentale qu'il le fait, prétendant ainsi, en combattant l'intégrisme islamiste, protéger l'Europe de l'invasion musulmane et se présentant comme le rempart avancé contre la barbarie.

Pour ce qui est des Églises issues du christianisme originel, le catholicisme, l'orthodoxie, le protestantisme (dans ses formes diverses

et nombreuses), leur intégration, réussie depuis des siècles dans les sociétés occidentales, est constitutives des structures sociales et culturelles (la quasi totalité des États occidentaux ignorent encore la séparation des Églises et de l'État, et la majorité de leurs dirigeants confessent toujours publiquement leur attachement à la religion en jurant sur la Bible lors de leur intronisation ou prestation de serment).

Peut-on en dire de même des autres religions, celles d'Asie, le bouddhisme, l'hindouisme, celles d'Afrique, l'animisme ou le vaudou ? Sans doute à un degré bien moindre, en ce qu'elles sont moins théorisées, parfois plus tolérantes et surtout qu'elles ne visent généralement pas à s'exporter. Elles se présentent généralement comme des pratiques plus que comme des théories et n'ont pas vocation à s'étendre hors de régions où elles sont nées. Elles ne font généralement pas de prosélytisme et n'estiment pas avoir un *message* à proclamer au monde entier. Elles prônent avant tout un certain style de vie ou une certaine manière d'exister, intégrant, il est vrai, des pratiques superstitieuses parfois très contraignantes et marginalisantes.

Le retour du religieux

Quelles sont aujourd'hui les raisons qui président à ce qu'on a pu appeler *le retour du religieux* ?

Ce que n'avait pas réussi à faire le monothéisme religieux, conquérir le monde, le *monothéisme profane* est en train de le réaliser.

Un nouveau dieu unique, **le dieu argent**, régente le monde entier et tient sous son implacable férule la quasi totalité des êtres humains. Ses grands prêtres (hauts fonctionnaires du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC etc., tout dévoués au libéralisme voire à l'ultra-libéralisme économique considérés comme la seule voie de développement des peuples) dictent leur loi à l'ensemble des nations. Ils en ont eux-mêmes inventé les termes et s'appliquent à faire en sorte qu'ils soient respectés partout. Sous peine d'exclusion de la communauté humaine, nationale et mondiale.

La *loi du Marché* repose essentiellement sur le droit du plus fort d'écraser le plus faible. Ne pas s'y soumettre ou la transgresser équivaut à s'isoler de la société et se voir condamner par elle. C'est ainsi, par exemple, que tout service rendu à un citoyen par un autre citoyen doit aujourd'hui passer par le moule de la monétarisation de tous les services et de tous les biens sous peine d'être jugé et condamné par les tribunaux pour concurrence déloyale. La gratuité est partout suspecte !

Cette *loi du Marché* n'est en réalité que la traduction policée de la *loi de la jungle*. Et celui qui ne veut pas tuer ou se faire tuer et voudrait simplement vivre en paix avec lui-même et avec les autres ne peut pas fuir. Il est cerné de tous côtés par la monnaie et se voit obligé de passer sous les fourches caudines de la production ou de l'assistanat. Nouvel esclave de la course au profit, de la compétitivité et de la concurrence, il est prisonnier de l'arène mondiale où se joue le drame de *l'horreur économique*. Le plus souvent il s'y fait dévorer, très rarement il s'en échappe.

C'est que le rapport de forces est inégal. D'un côté, il y a la puissance anonyme et aveugle qui décide souverainement en fonction de critères de rentabilité exclusivement capitaliste, et de plus en plus seulement financiers. De l'autre, il y a des êtres de chair et de sang qui subissent le diktat du Marché, nouveau Moloch qui dévore ses propres enfants.

L'*Argent*, nouveau dieu unique et universel, est devenu le principal facteur de division et d'exclusion. La vie s'est monétarisée. La course à la consommation de biens matériels reste l'objectif premier, soit que l'impossibilité d'y accéder conduise ceux qui sont non solvables, à survivre dans l'extrême pauvreté, soit au contraire que leur surabondance et leur continuel renouvellement fasse naître une perpétuelle envie de se les procurer au prix d'une vie totalement sacrifiée au système économique capitaliste mondialiste.

Or, il apparaît que cette situation où l'homme en est réduit à se mettre au service des *puissances de l'Argent* pour survivre, amplifie et décuple l'importance du facteur religieux dans les conflits. C'est ainsi que depuis une vingtaine d'années, un certain *retour du religieux* se fait

jour à l'échelle mondiale, soit dans les *pays riches* pour conjurer la dégradation matérielle de vies consacrées presque exclusivement à la recherche de moyens pécuniaires d'existence, soit dans les *pays pauvres* pour fustiger chez eux des régimes politiques les engageant de gré ou de force dans la voie du modèle de développement *à l'occidentale*.

Certains pensent que la religion peut précisément apporter le *supplément d'âme* dont aurait besoin l'humanité pour ne pas sombrer dans la barbarie. Ils croient que la religion peut être une arme efficace pour s'opposer à la montée d'un matérialisme déshumanisant.

Ce que l'on a pu appeler *la mort des idéologies* semble donc avoir eu comme corollaire *le retour du religieux*. On peut le comprendre. La fin des grandes illusions en matière scientifique (la notion de progrès indéfini) et politique (la société *sans classe*), de celles qui devaient conduire l'humanité vers un avenir radieux et une société réconciliée, a cédé la place au *désenchantement*. L'homme s'est aperçu qu'il était resté nu, fragile, mortel. La proclamation de *la mort de dieu et de celle des pères*, l'effondrement consécutif des grands systèmes de valeur qui donnaient un sens et une direction à la vie, a laissé beaucoup d'individus désemparés et inquiets. Des théories scientifiques les plus assurées ont été battues en brèche par des facteurs irrationnels non maîtrisables.

Pour la première fois de leur histoire, les hommes se savent les seuls responsables de leur avenir. Celui-ci sera ce qu'il en feront. Redoutable perspective, d'autant que la violence et la cruauté atteignaient en ce XXème siècle des sommets paroxystiques.

N'était-il pas dès lors tentant de retourner vers les croyances d'antan qui apportaient le réconfort et donnaient un sens à la vie ? Pour endiguer la vague déferlante du matérialisme et du consumérisme, ne devait-on pas rejoindre les grandes voies de la vie spirituelle proposées par les religions. Soit pour s'abstraire au mieux des conditions de plus en plus déplorables et dures imposées par des structures socio-économiques inhumaines, soit pour instaurer des régimes inspirés directement des lois divines. La prolifération des sectes dans les pays

dits *développés* d'une part, la tentative de création d'États religieux, soumis à la loi de dieu, dans des pays *en développement* d'autre part, en sont les exemples extrêmes. On sait les ravages que produisent les uns et les autres.

Mais au fait, le choix est-il entre un retour ou une condamnation sans appel du passé ? S'agit-il d'envoyer simplement aux poubelles de l'Histoire ces religions qui, qu'on le veuille ou non, ont structuré la société et la mentalité occidentales ? Ou ne s'agit-il pas plutôt transmettre au monde moderne certaines valeurs que ces religions ont véhiculées tant bien que mal au cours des siècles (la trilogie *liberté, égalité, fraternité*, fille laïque du message d'amour fraternel universel) mais qu'elles sont aujourd'hui incapables de proposer au monde, empêtrées qu'elles sont dans des mythes archaïques et des dogmes caducs ?

Et si ces religions semblent *avoir fait leur temps*, si elles constituent actuellement davantage d'obstacles que de chemins vers la réalisation d'un monde plus juste et plus fraternel, ne faut-il pas pour autant recevoir et cultiver leur héritage spirituel qui, même si la plupart des religions l'ont souillé ou dilapidé, attend aujourd'hui des formes totalement nouvelles de réalisation : la construction d'une humanité pacifiée, le rejet de l'intolérance, la condamnation de la violence, la maîtrise mondiale d'une économie mise au service de l'homme et de tous les hommes, etc, autant d'objectifs utopiques s'il en fut... mais de ces utopies qui font l'Histoire et lui donnent un sens, que l'on pourrait appeler des *utopies opératoires* c'est dire qui mettent en mouvement et qui dynamisent les hommes pour la construction d'un monde plus *humain* ?

Libérer le spirituel du religieux

En d'autres termes, n'est-il pas temps de *libérer le spirituel du religieux* comme l'humanisme doit être *libéré* de l'idéologie ?

La pensée religieuse est-elle compatible avec la libération humaine ? Oui, répondra cette petite minorité de croyants qui n'en finit pas de dire que leur religion n'est pas d'abord ce que l'on voit (ou ce que l'on a

vu...) d'elle, qu'elle transcende les institutions qui la défigurent et l'étouffent.

Que d'énergies dépensées dans ces minuscules cénacles constitués pour retrouver la pureté de l'origine de leur religion, pour interpeller ses hiérarques, pour contester ses dogmes et sa discipline, pour renouveler l'image ternie de leurs églises !

Que de faux espoirs entretenus sur la possibilité de leur évolution !

Certes, sous le nom de *théologie de la libération*, un courant chrétien révolutionnaire, né en Amérique latine, a vu le jour voici une trentaine d'années. Il avait pour ambition de changer les structures socio-politiques des pays le plus pauvres (plus particulièrement en Amérique latine) et d'épouser les revendications et les révoltes des populations les plus misérables au nom d'un message évangélique revisité ou traduit en message politique. Il s'agissait *au nom du message d'amour fraternel*, et là aussi *au nom de dieu*, de faire droit à la dignité et aux élémentaires besoins des pauvres, des exploités et des exclus. Ce courant n'était pas sans rappeler l'action que menèrent les Jésuites dans les *Missions* créées par eux au XVIIème siècle pour soustraire aux massacres et à l'esclavage les Indiens sauvagement colonisés (*au nom de dieu* le plus souvent...) ou impitoyablement décimés sous l'autorité des émissaires des *Rois très-chrétiens* de l'Espagne et du Portugal. De même peut-on penser que l'engagement socio-politique et syndical des *prêtres-ouviers*, dans la France des années 50, au côté des luttes ouvrières d'alors, s'apparentait à cette même prise de conscience, de la part d'hommes de parfaite bonne foi, de la nécessité de donner à certaines paroles des Évangiles, leur dimension sociétale. On sait ce qu'il est advenu de ces manifestations de lucidité, au demeurant parfaitement sincères, nées du contact et du partage quotidien avec des hommes colonisés ou exploités. Dans tous les cas, à des siècles de distance, l'autorité hiérarchique suprême a stoppé net de telles *expériences*, considérées par elle comme n'étant pas compatibles avec la mission surnaturelle et *spirituelle* de l'Église catholique.

Oui, c'est peu dire que le monde a besoin d'un sursaut *spirituel* et que les êtres humains sont assoiffés de *sens*. Le tout est de savoir en

déceler la source. Dans une monde où la mondialisation d'une *pensée unique* a enfermé les hommes dans le cercle vicieux d'une économie entièrement dévouée au *Dieu Argent*, ce nouveau dieu **unique** auquel tout un chacun doit se soumettre, on peut légitimement se demander si la première urgence pour les croyants de toutes les religions ne serait pas d'abord de s'unir par-delà leurs Églises en vue de susciter un sursaut mondial face au libéralisme matérialiste croissant qui envahit le monde et écrase les hommes.

On pourra dire que l'un n'empêche pas l'autre, et que l'on peut combattre pour un monde plus fraternel et puiser précisément les forces de ce combat dans une foi religieuse. Sans doute et de nombreux croyants l'ont prouvé avec force et efficacité. Mais on sait aussi combien les dogmes et les doctrines religieuses ont toujours constitué de puissants freins à l'engagement de la grande majorité des croyants dans une lutte considérée en définitive par les Églises comme secondaire par rapport aux promesses surnaturelles qu'elles font miroiter à leurs fidèles.

L'*ère des religions* ne doit-elle pas en ce début troisième millénaire laisser la place à *l'ère de l'esprit de l'homme*, c'est à dire à la prise de conscience que l'homme ne vit pas seulement de pain (encore faut-il qu'il puisse s'en procurer...) ou de biens matériels, mais de *liberté* et d'*amour*. Pourquoi vouloir à toute force continuer d'enfermer le spirituel dans une gangue religieuse qui trop souvent l'a dénaturé ou l'a confiné dans la sphère privée des seules relations inter-individuelles ? N'est-ce pas dans le cœur et l'esprit de tout homme, qu'il soit croyant ou non, que naît et que doit renaître la source de l'action humaine pour la justice et la fraternité...

Il semble que les religions, en ce qu'elles avaient de meilleur, aient constitué des étapes dans l'évolution de l'homme vers son autonomie : c'est ainsi qu'alors que les religions d'Asie (bouddhisme et hindouisme) ont appris aux hommes à se connaître eux-mêmes dans le respect de toute chose vivante, à commencer par leurs semblables, les religions monothéistes ont incité les hommes à faire fructifier efficacement la création tout entière, la nature et ses richesses. Les unes comme les

autres ont toujours proclamé haut et fort qu'elles n'avaient qu'une seule et commune ambition : promouvoir l'amour universel et faire en sorte que cet amour soit d'abord vécu personnellement par chacun. Car, effectivement, comment changer le monde sans commencer par changer soi-même ? De fait, tous les fondateurs de toutes les religions, Bouddha comme Jésus, ont mis personnellement en pratique ce qu'ils enseignaient. Ils faisaient ce qu'ils disaient.

N'est-il pas temps pour les religions particulières de se fondre en ce que l'on pourrait appeler, faute de mieux, *une religion universelle de l'Homme*, riche de tous les enseignements positifs des religions historiques dont l'audience s'amenuise de plus en plus et qui semblent vouées à une disparition progressive ? N'est-elle pas venue l'ère post-religieuse de l'humanité, fondée sur la liberté et l'autonomie de l'homme, succédant aux religions fondées sur des vérités dogmatiques et des mythes archaïques, empêtrées dans leurs dogmes mythologiques, et, pour reprendre les termes de Dostoïevski dans sa Légende du Grand Inquisiteur des Frères Karamazof basées sur *le mystère, sur le miracle et sur l'autorité*.

Certes, fonder les rapports humains sur la liberté et l'amour représente à l'évidence une utopie, ni plus ni moins d'ailleurs que celle qui a inspiré les religions historiques... avec les réalisations que l'on sait... Mais l'homme, ne doit-il pas précisément poursuivre de génération en génération la réalisation de telles utopies pour donner un sens à sa vie et à celle de ses semblables ?

En effet, la foi en une telle utopie qu'appelle l'évolution du monde et le cours de l'Histoire, n'est pas pur altruisme, elle ne se réduit pas un vague sentiment laissé à l'initiative de chaque individu. Elle doit être structurée socialement et intellectuellement. Quel pourrait être aujourd'hui le *contenu intellectuel* de l'amour universel, quelle forme prendrait-il concrètement, socialement, politiquement ? Ne serait-ce pas l'analyse lucide et rationnelle de l'état actuel de la planète et des peuples qui l'habitent ? Ne serait-ce pas le rassemblement démocratique structuré politiquement de ceux qui se décideraient à inverser l'actuel courant d'une pensée unique meurtrière et aveugle qui

mène l'humanité vers l'auto-destruction ? Telle serait la foi en l'Homme. Telle serait *la religion de l'Homme*.

Une telle révolution ne peut pas naître au sein des hiérarchies religieuses en général, ou des clercs en particulier, eux qui ont fait de la religion leur fonds de commerce et leur moyen de subsistance. Elle ne saurait non plus naître au sein d'instances internationales conçues pour maintenir l'ordre établi des grandes puissances d'Argent.

Sans illusion ! Car d'une part, on sait que le changement commence d'abord en chacun de ses acteurs. Et d'autre part, ces nouveaux croyants construiront sans doute à leur tour de nouvelles institutions dont de nouveaux clercs seront à nouveau tentés de dire à tous le vrai de tout... Mais peut-être feront-ils au moins eux aussi et à leur tour, franchir à l'humanité une nouvelle étape vers son âge adulte, l'âge de la rencontre, du partage et du don, de la réconciliation entre le spirituel et le politique, entre l'esprit et la matière, entre le dire et le faire, entre le vivant et son environnement naturel et... lui éviteront-ils de s'anéantir !

L'humanité est en devenir. Pour la première fois de son histoire, elle se trouve affrontée au gigantesque défi de sa propre survie. N'est-il pas temps pour les hommes épris de justice et de liberté de dépasser leurs clivages religieux d'un autre âge et d'unir leurs efforts pour inverser la course mortelle dans laquelle les a jetés la nouvelle religion de l'Argent ?

André Monjardet
andre.monjardet@wanadoo.fr

Sociologue, auteur d'une *Autobiographie de Jésus de Nazareth* (une lecture post-religieuse des origines du christianisme) aux éditions Berg International, Paris 1996.

Nous prolongerons, le mois prochain, par la publication d'un texte de Jean Bricmont, *Science et religion :*

l'irréductible antagonisme.

MOUVEMENT LIBERTAIRE

Unité !

Pour
un mouvement libertaire !

Les Éditions du Monde Libertaire et les Éditions Alternative Libertaire viennent de publier une brochure qui devrait faire quelques remous dans le landerneau libertaire. Son titre est à lui seul un programme : Unité ! Pour un mouvement libertaire. Elle est rédigée par un vieux briscard de la cause libertaire : Jean-Marc Raynaud (il était notamment parmi les fondateurs de l'école libertaire Bonaventure). Préambule...

Toutes et tous, ensemble !

Traditionnellement, tout appel à l'unité en général, et à celle des libertaires en particulier, est précédé d'une grande déclaration sur *l'état du monde*.

Le ton y est toujours grave. L'analyse béton. La démonstration serrée. Le propos ardu. Et la conclusion, limpide.

Est-il besoin de le préciser, le temps se charge très vite de recouvrir de cendres ces grands discours de feu et de flamme, et de remiser au magasin du dérisoire ces déclamations martiales à propos de la catastrophe annoncée, de *la patrie en danger*, de la mobilisation générale qu'impose la situation et de la mission historique qui incombe au *peuple élu*.

Pour être en danger depuis toujours, la *patrie* l'est, en effet, rarement plus à un moment qu'à un autre. Et, quant à la mission historique de tel

ou tel *peuple élu*, le peuple tout court a appris depuis belle lurette à s'en méfier comme de la peste.

Dans ces conditions, on l'aura aisément compris, le présent appel à l'unité des libertaires et à la constitution d'un *mouvement libertaire unifié* entend rompre clairement avec cette manie des bulletins météo péremptoires et des bondieuseries relatives à un *sauveur suprême*.

Disons-le clairement, le capitalisme n'en est ni à sa première, ni à sa dernière crise, et l'actuelle a peu de chances d'être plus (ou moins) *majeure* que celles du passé ou de l'avenir. De plus, que les libertaires s'unissent ou non, ne changera vraisemblablement (et malheureusement) pas grand chose au cours de l'histoire.

Reste que ce **pas grand chose** mérite *en soi*, d'être tenté, tout bêtement parce qu'il est de l'ordre du **possible**.

1 + 1 = 3

Depuis quelques années, les libertaires et leurs foutues idées reprennent sérieusement du poil de la bête.

Ici, ce sont des drapeaux noirs, et/ou rouges et noirs, qui sont chaque fois plus nombreux dans les manifs. Là, ce sont des réunions qui se multiplient dans des locaux gérés collectivement par le mouvement ; des librairies qui ouvrent leurs portes (trois en octobre-novembre 2000 à Rouen, Besançon et Montpellier) ; des émissions et des radios qui rayonnent dans l'éther ; des brochures, des livres, des revues, des journaux qui sortent en rafales ; des groupes qui se structurent et se pérennisent ; des caravanes qui sillonnent l'Europe ; des squats autogérés qui se montent ; des syndicats qui s'accrochent aux branches ; des organisations qui se consolident... Ailleurs, c'est tout *bêtement* une présence libertaire qui s'affirme partout où ça bouge et une visibilité au quotidien de plus en plus incontournable.

Bref, à défaut d'avoir retrouvé son envergure d'avant la guerre de 14, cela faisait longtemps que le phénix libertaire n'avait pas eu d'aussi bonnes joues.

Reste que cette bonne santé (relative) du mouvement libertaire n'attire toujours pas les foules populaires. Que quelques milliers de militant(e)s et de sympathisant(e)s, ça ne permet ni de sortir complètement de la marge, ni de peser véritablement sur le cours des événements. Et, qu'à l'heure où un espace politique s'est libéré, sur le marché de l'espoir, du fait de l'implosion en vol de l'escroquerie marxiste et des compromissions quotidiennes du réformisme socialo-coco-écolo, le courant libertaire est toujours aussi impuissant à impulser une véritable dynamique d'alternative de société.

Dans ces conditions, point n'est besoin d'être grand clerc pour affirmer que si les différentes tribus, baronnies, marquiseries, bandes et autres astéroïdes de la galaxie libertaires (qui vont aujourd'hui au combat en ordre dispersé, voire en se savonnant la planche) unissaient, ne fût-ce que de temps à autres, leurs maigres troupes, il en irait bien évidemment autrement. Car, c'est bien connu, dans le mouvement social, 1 + 1, ça a toujours fait davantage que 2 !

On ne fait pas de l'or avec du plomb

Pour s'unir, ça tombe sous le sens, il faut tout à la fois avoir matière à s'unir et le désir de s'unir.

- Pour ce qui est de la première condition, le mouvement libertaire ne manque pas de points de convergence.

De quelques groupes ou structures qu'ils/elles soient, les libertaires ont, en effet, plus qu'un patrimoine commun.

Ils/elles rejettent tout à la fois le capitalisme et l'État, dont ils ont compris depuis longtemps (contrairement aux marxistes) qu'il était bien plus que le simple exécuteur d'un système économique (quasiment une classe *en soi*). Ils/elles combattent avec la même vigueur l'exploitation économique et l'oppression politique. Ils/elles se bagarrent pour l'égalité économique et sociale. La socialisation des moyens de production. L'autogestion généralisée. Le fédéralisme libertaire. La

libre association des Égaux. L'abolition des frontières, des armées, des prisons, des polices. La réunification d'un corps social aujourd'hui profondément divisé et fracturé. L'entraide. La liberté de chacun et de tous. L'élaboration d'une nouvelle synthèse entre le collectif et l'individuel. Une gestion des ressources de la planète qui tienne enfin compte du droit à une vie décente des générations futures. Ils/elles vomissent tous les pouvoirs qui ne sont en définitive que des abus de pouvoir et combattent les dictatures de tous acabits (notamment celle *du* et *sur* le prolétariat), les périodes de transition (où l'on reporte toujours à demain ce qu'on pourrait faire le jour même) et le misérabilisme caritatif d'une gestion "humanisante" du cannibalisme capitaliste. Ils/elles aiment bouffer du curé, du rabbin, de l'imam, du bourgeois, du patron, du flic, du juge, du militaire, du bureaucrate, du technocrate, du politicard...

- Pour ce qui est du désir de s'unir, par contre, il reste encore du chemin.

Et pourtant, ce désir existe réellement et massivement *à la base* où, sur le terrain concret, les militant(e)s (dont l'adhésion à telle ou telle boutique est parfois le fait des hasards de la vie) ont une conscience affirmée du caractère transversal des valeurs libertaires et de leur appartenance à un mouvement plus large qui, malgré ses divisions, ne fait qu'un.

Mais on n'abandonne pas d'un coup de baguette magique les mauvaises habitudes d'années (ou de dizaines d'années) de guerres civiles, tribales et féodales. Certains ont du mal à se départir de réflexes (devenus, avec le temps, des automatismes) de considérer le *voisin* (celui qui est le plus proche) comme *le* concurrent dont *l'hérésie* en fait... un ennemi. Certains préfèrent ressasser les vieilles rancœurs et exhiber leurs vieilles blessures, où les conflits de personnes se mêlent sans vergogne aux véritables débats sur les divergences d'analyses et/ou de stratégies. En une phrase : remuer le couteau dans la plaie du différentiel (réel ou supposé) entre les diverses spécificités libertaires plutôt que privilégier les valeurs qu'elles ont en commun. Chez les libertaires, on a trop souvent le repli identitaire solidement chevillé à

l'âme. On se méfie comme de la peste du dialogue, du débat, et on redoute comme le diable la confrontation. Crispé sur le dernier carré de ses certitudes, on a toujours un peu peur de *l'autre*, surtout quand il nous ressemble. Et quand on s'essaye à envisager l'unité, c'est toujours dans un scénario de **capitulation** des uns et/ou d'affirmation de son **hégémonie** sur les autres. Tout au plus, quand il n'y a pas vraiment moyen de faire autrement, consent-on du bout des lèvres à une *union* toute de **juxtapositions** d'indépendances farouches.

Cela fait des décennies que ça dure. Que la FA, l'UTCL (hier), AL-France (aujourd'hui), l'ORA (hier), l'OCL (aujourd'hui), la CNT (hier), les CNT's (aujourd'hui), les CIRA, les ACL, l'UA, les SCALP, No Pasaran, les réseaux autonomes et autres Maloka... guerroient entre eux, se font le coup du mépris ou s'ignorent superbement. Que leurs appareils respectifs et leurs chefaillons défendent becs et ongles leurs pré-carrés et leurs rentes de situation. Que lorsqu'une main se tend, l'autre se crispe sur le tomahawk. Que le petit monde anar étale au grand jour son impuissance à s'extraire d'un sectarisme digne des meilleurs groupuscules.

Et, s'il faut en avoir conscience, il n'y a pas véritablement de raisons pour que ça change !

À moins que...

Mèche courte !

Que les organisations libertaires, qui ont construits leur identité sur la mise en avant et l'exacerbation de leurs particularismes, renâclent devant l'idée d'unité et soient incapables d'engager un processus d'unification véritable du mouvement libertaire, n'a rien de fondamentalement étonnant. Toutes les **institutions** œuvrent d'abord à leur propre survie. Toutes (pour justifier leur existence) évoluent dans une logique de la **reproduction** (de ce point de vue le concept de dépérissement de l'État est un attrape couillon de première) et il est peu d'exemples (celui de la *Gauche Prolétarienne* des années 70 en est

un des rares) de suicides collectifs dans leurs rangs. De suicides définitifs ou de suicides préalables à une fusion.

Bref, autant le savoir, un bouleversement du paysage organisationnel libertaire allant dans le sens d'une unification et, donc, de la mort programmée de l'existant, n'est pas à l'ordre du jour.

Et pourtant cette unification *de fait* a déjà commencé et, elle ira à son terme dans les années qui viennent.

Elle a déjà commencé *à la base*.

Parce que sur le terrain, dans la dynamique des luttes où des libertaires sont investis, on est bien obligé, vu notre insignifiance numérique, de bosser avec les voisins les plus proches.

Parce que les vieux clivages qui divisaient autrefois le mouvement libertaire (les individualistes, les communistes libertaire et les anarcho-syndicalistes) perdent chaque jour un peu plus de leur pertinence au profit d'une redéfinition de l'anarchisme (*l'anarchisme social*) plus **englobante**. Parce que la plupart des militant(e)s libertaires ont aujourd'hui l'adhésion (à telle ou telle organisation) de hasard et non sectaire. Parce que les différentes organisations, groupes, structures, institutions... libertaires qui se sont construites en faisant le choix de l'une ou l'autre de ces vieilles tendances de l'anarchisme n'ont pas réussi à *décoller* significativement (même la CNT-Vignoles reste évasive sur le nombre de ses *véritables* militants) et ont tous échoué dans leur projet d'hégémonie sur le mouvement libertaire.

Parce que la situation générale (le capitalisme bestial qui règne en maître sur la planète entière, le socialisme autoritaire rayé de la carte de l'alternative, la gestion réformisme rose-rouge-verte) libère un espace formidable pour l'éclosion du rêve libertaire.

Parce que la majorité des libertaires a conscience d'appartenir à un mouvement libertaire global qui, pour être multiple, est avant tout **un**...

Dans ces conditions, qui sont celles d'une distorsion flagrante entre un mouvement et sa **représentation**, il ne semble guère qu'il y ait d'autre

choix que celui de dissoudre le peuple ou... de licencier ses représentants.

Et puisque le seul véritable obstacle à l'unification du mouvement libertaire est constitué par l'existence d'appareils et d'institutions qui regardent l'avenir dans le rétroviseur de l'histoire, la tentation est grande d'y aller à la hache.

Mais de même que les bombes anarchistes du début du siècle ne sont pas parvenue à entamer le cuir du capitalisme et de l'État, une stratégie de cet ordre, parce qu'elle s'attaquerait aux **effets** et non aux **causes** du phénomène, est condamnée à aboutir au même résultat.

Se reposer ou être libre

Les organisations, les groupes, les structures et les institutions libertaires actuelles, on ne le dira jamais assez, ne sont pas là et n'existent pas par hasard.

Au cœur de leur être profond il y a un projet (qui leur est commun) auquel, toutes celles et tous ceux qui les rejoignent, adhèrent peu ou prou.

Et ce projet quel est-il ?

Il date du XIX^{éme} siècle. Il repose sur une vision et une analyse de la société de cette époque. Il propose des moyens et des méthodes d'action de cette époque... pour transformer la société d'aujourd'hui.

Aussi, si on se contente de mettre à bas les différents édifices actuels de la représentation libertaire et, que tout en mettant en œuvre un processus d'unification autour d'un *anarchisme social* (englobant le meilleur des identités individualistes, anarcho-syndicalistes et communistes libertaires d'antan), on s'abstient de toucher à la clef de voûte de l'être profond commun à ces vieilleries, on passe à côté de l'essentiel.

Uni ou pas uni, le mouvement libertaire demeurera *non crédible* et n'aura que ses chimères d'une époque révolue pour seul horizon.

Il faut voir les choses en face (et ça ne signifie nullement de se résigner à n'avoir en face de soi que des choses).

Combien sont les anarchistes (toutes tendances confondues) aujourd'hui ? Combien pourraient-ils être (à l'évidence, davantage) demain ? Peuvent-ils être à même (et est-ce souhaitable ?) de rassembler 50, 60, 70, 80, 90 ou plus de pour-cents de la population ?

Une société libertaire doit-elle être une société *ethniquement pure* au niveau anar ou bien une société pluraliste et de *métissage* fonctionnant sur un *mode* libertaire ?

Si nous n'avons pas la possibilité d'être numériquement majoritaires et que nous estimons qu'une société libertaire a la capacité de fonctionner (par adhésion à un certain nombre de principes fondant une société libertaire) avec des *non-libertaires*, comment associer à notre combat contre l'intolérable du présent et à un projet de société libertaire, ces autres, *non-libertaires* ?

Quelles sont les barrières et les poteaux d'angle délimitant le champ d'une alliance entre libertaires et *non-libertaires* dans un combat contre le vieux monde induisant un projet social ouvert à l'hypothèse libertaire ?

Une révolution peut-elle, encore, se contenter de mythifier le romantisme incontournable des barricades et des mouvements de foule ? Mérite-t-elle que l'on s'entre-tue pour elle à tous les coins de rue ? Le capitalisme se résume-t-il à quelques patrons, bourgeois, flics, militaires... et la révolution sociale à leur "élimination" ?

Casser un système social sans être capable de mettre *immédiatement* en place une alternative politique, économique, sociale, culturelle... crédible, ne relève-t-il pas de l'irresponsabilité et ne conduit-il pas mathématiquement à l'émergence d'une dictature ? Où sont aujourd'hui ne seraient-ce que les prémisses des grandes lignes et des petits détails de cette alternative ? La révolte contre l'intolérable du système

social actuel n'aurait-elle pas tout à gagner à confronter son rêve à la réalité dans des *zones libérées* ?

Pourquoi les politiques (libertaires compris) restent-ils toujours évasifs quand il leur faut expliquer par quoi on va remplacer ce que l'on veut détruire ? Pourquoi sont-ils toujours aussi peu présents sur les terrains de l'*alternative sociale* concrète ? De quoi la vie sera-t-elle faite dans le quotidien d'une société libertaire ?

Qu'est-ce que les damnés de la terre du moment, mais aussi tous ceux qui finalement, sans pour autant être des *enfoirés*, ne s'en sortent pas si mal que ça aujourd'hui, ont à gagner à faire le choix d'une telle société ?

Toutes ces questions, et surtout les réponses que nous seront capables d'y apporter, sont au cœur de la démarche de l'unification du mouvement libertaire.

Car, l'unité pourquoi et pour quoi faire ?

S'il s'agit simplement de mettre un coup de chiffon sur la poussière du temps qui passe en continuant à faire semblant de croire que deux manifs et trois brochures vont suffire à convaincre *les masses* du bien fondé de notre idéal ; que la révolution sociale est une chasse gardée libertaire ; que la magie d'une insurrection populaire résoudra tous les problèmes ; qu'une bonne guerre civile avec des ruisseaux de sang est le prix à payer (par les autres) pour changer le monde ; qu'on peut construire la maison de nos rêves sans plan et qu'une société libertaire sera un paradis peuplé d'anges libertaires évoluant sur d'étranges nuages à cent lieues de toute contradiction et de tout conflit... c'est rigoureusement sans intérêt et, surtout, sans perspectives.

Car, sur ces bases, il est clair que la population, et elle aura raison, nous considérera toujours, au mieux comme de doux rêveurs adolescents, et au pire comme une bande de caractériels mythomanes.

S'il s'agit par contre, d'admettre l'évidence de notre faiblesse numérique actuelle (et sans doute encore pour longtemps), de vouloir bâtir une société libertaire ouverte, pluraliste et non figée, de

chercher à associer le plus grand nombre à sa construction, de s'atteler à élaborer les plans de la bâtisse, et de s'interdire de recourir à certaines méthodes de travail... il en va tout autrement.

Car une fois mise en route l'unité d'un mouvement libertaire (recentré sur ses valeurs et ses principes de toujours et repeint aux couleurs vives d'une volonté d'être parmi les acteurs de l'histoire), il devient alors vital, pour pouvoir enfin peser sur le réel global, de définir des **alliances** qui seront toujours de débats et de confrontations.

Et c'est la conscience affirmée par tou(te)s les libertaires de bonne volonté du caractère vital de cette unité, pour la réussite d'une telle stratégie, qui videra peu à peu de leur substance les organisations libertaires actuelles et qui imposera l'émergence, lente (à coté de masures condamnées à subir chaque jour un peu plus les outrages du temps), de la maison du peuple libertaire que nous sommes si nombreux-ses à appeler de nos vœux. Une *maison commune* qui sera portes ouvertes pour tous les cœurs purs (politiques, syndicaux, sociaux, culturels et autres) du rêve libertaire.

On l'aura donc compris, le présent appel à l'unité des libertaires et à la constitution d'un mouvement libertaire ne caresse pas le mythe dans le sens du poil. **C'est un appel à l'effort, au doute et au courage.** Il est tatoué au fer rouge du clair obscur d'un travail de longue haleine. Il s'adresse à tous ceux et à toutes celles qui savent que l'impossible, quand il ose l'aventure de la volonté, est à portée du désir.

Il est un proverbe de Thucydide qui dit que *la vie sera toujours un choix entre le repos et la liberté*.

Nous n'osons croire que nous puissions seulement hésiter !

Jean-Marc Raynaud
Roger Noël dit Babar

BON DE COMMANDE

Unité ! Pour un mouvement libertaire

Jean-Marc Raynaud

Éditions du Monde Libertaire
Éditions Alternative Libertaire

À l'heure où le capitalisme règne en maître sur la planète, où l'escroquerie marxiste a été rayée de la carte de l'espoir, où le réformisme (rose ou vert) étale au grand jour son impuissance, les libertaires sauront-ils saisir la chance qui s'offre à eux de changer le monde ?

Ces libertaires qui ont toujours combattu l'exploitation économique et la domination politique... qui sont les militant-e-s infatiguables de la liberté, de l'autonomie, de l'égalité, de l'autogestion, de l'entraide, du fédéralisme anti-autoritaire... seront-elles/ils à la hauteur de cette nouvelle vague de la révolte et de l'espoir qui se profile à l'horizon de ce troisième millénaire ?

Seront-elles/ils capables de dépasser leurs divisions, leurs différences, leurs particularismes, leurs spécificités, leurs histoires... pour mettre à jour ce qui les unit ?

Auront-elles/ils la volonté de privilégier leurs valeurs communes d'un idéal partagé par rapport à l'accessoire de leurs guerres de chapelle ?

Sauront-elles/ils faire table rase du passé pour oser le possible du présent et l'aventure de l'avenir ?

Pour avoir échoué (toutes, sans exception), les organisations existantes auront-elles le courage de construire ce grand mouvement libertaire qui est au cœur de tous les libertaires... et de toutes leurs attentes ?

Cette brochure s'attache à répondre à ces questions et trace le chemin d'un mouvement libertaire qui entend se démarquer de toute hégémonie, d'une addition de féodalités ou d'un foutoir sans perspectives.

L'importance de son propos n'est nullement dans la question du bien fondé de l'émergence de ce mouvement libertaire (il est aujourd'hui en train de naître sous nos yeux) mais dans les moyens à mettre en œuvre pour le faire apparaître en tant que tel.

Libertaires de toutes les tribus, unissons-nous ! -

Je commande ..... exemplaire(s)
de la brochure

Unité ! Pour un mouvement libertaire.
Jean-Marc Raynaud - 52 pages
20 frs français - 100 frs belges

Je vous règle
O par chèque (au nom de Roger Noël)
O par virement bancaire
001-0536851-32

Mes noms et adresses

.....

.....

.....

.....

À renvoyer à ALTERNATIVE LIBERTAIRE
BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles

La religion c'est l'opium du peuple

Collectif

Ça peut sembler incroyable, inconcevable, surréaliste, dément, incongru, impensable, impossible... et pourtant c'est un fait. Une réalité.

Un cauchemar en chair et en os. Bien vivant.

En l'an 2000, en effet, à l'heure du triomphe de la science et de la technologie, d'internet, des progrès de la médecine, des guerres "propres", de la conquête de l'espace, de la construction européenne, et de la gauche plurielle, il est encore des millions, des centaines de millions et même des milliards d'individu(e)s qui croient que...

Que la mère de Jésus Christ était vierge.

Que la terre n'est plus plate, mais...

Qu'il y a une vie après la mort.

Que les femmes n'ont une âme que depuis peu.

Que Dieu (lequel ?) a créé le monde en quelques jours en pétrissant de la terre avec ses mains.

Que les hommes préhistoriques et la théorie de l'évolution sont des inventions du "malin".

Que la vie est une vallée de larmes.

Que le plaisir est satanique.

Que...

Bref, au jour d'aujourd'hui les croyances religieuses, quelle qu'elles soient, continuent, à force de bondieuseries, de niaiseries, d'irrationnel, d'obscurantisme, de sadisme et de masochisme, d'insulter l'intelligence.

"L'éternel" humain et sa peur de la mort expliquent cela. Ce besoin de dope pour...

"L'éternel" humain et sa rage de vivre fondent également l'insolence libertaire de cette brochure qui entend s'affranchir de l'opium religieux et combattre sans merci ses dealers.

Ni dieu, ni maître ! Aujourd'hui comme hier, et comme demain !

Éditions du Monde Libertaire
Éditions Alternative Libertaire

COLLECTION PROPOS MÉCRÉANTS

52 pages A5
20 francs français - 100 francs belges
ISBN 2-9030IM9-1 / ISSN 1169-3482